

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/011775]

28 NOVEMBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à la formation à la conduite

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, articles 23 et 27 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B ;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E ;

Vu le rapport du 16 mai 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 78/2024 de l'Autorité de protection des données du 23 août 2024 ;

Vu l'avis 76.666/2/V du Conseil d'Etat, donné le 2 août 2024 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité, qui a la sécurité routière dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2°/2 est remplacé par ce qui suit :

« 2°/2 le terme « Administration » désigne le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures. » ;

2° il est inséré un 2°/3 rédigé comme suit :

« 2°/3 le terme « Direction » désigne la Direction en charge de la formation à la conduite au sein du Service public de Wallonie. » ;

3° le 18° est remplacé par ce qui suit :

« 18° le terme « irrégularité » désigne un ou plusieurs des comportements suivants commis par le candidat, le guide, l'instructeur, l'instructeur stagiaire ou toute autre personne ;

a) tout comportement qui perturbe l'ordre ;

b) toute forme de fraude ou de tentative de fraude ;

c) toute forme de dégradation sur des biens mobiliers ou immobiliers, toute forme d'agression verbale ou physique envers des personnes avant, pendant ou après l'examen théorique, le test de perception des risques, le test de capacité technique de la conduite ou l'examen pratique ;

d) le non-respect des directives ou des instructions données par les examinateurs ou les collaborateurs du centre d'examen ; » ;

4° un 19° est inséré, rédigé comme suit :

« 19° les termes « envoi sécurisé » désignent un des modes de notification suivants :

a) l'envoi recommandé ;

b) le courriel avec accusé de réception. ».

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3, rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, est abrogé ;

2° au paragraphe 2, le 2°, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 2° les titulaires d'un permis de conduire européen ou étranger visé à l'article 23, § 2, 1°, de la loi, qui a été délivré pour au moins la même catégorie de véhicules ou pour une catégorie équivalente à celle pour laquelle la validation est demandée, et qui remplit les conditions visées à l'article 27, 2° ; ».

Art. 3. A l'article 15, alinéa 2, 3°, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, le c) est remplacé par ce qui suit :

« c) pour le candidat au permis de conduire valable pour les véhicules de la catégorie B qui a échoué à deux reprises à l'examen pratique ».

Art. 4. Dans l'article 25, § 9, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 5. A l'article 26bis, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

« 1° programme A pour les catégories A1, A2 et A ;

2° programme B pour les catégories AM, B, B+E et G ; » ;

2° il est inséré un alinéa 5, rédigé comme suit :

« Les examinateurs qui ont suivi ou commencé à suivre le programme de formation B entre le 1^{er} mai 2013 et le 31 décembre 2024 peuvent faire passer des examens pour la catégorie AM s'ils suivent un recyclage approuvé par le Ministre ou son délégué, qui vise à acquérir les connaissances et les aptitudes décrites aux points B et C de l'annexe 19, spécifiquement pour la catégorie AM. Les centres de formation initiale agréés par le ministre ou son délégué dispensent le recyclage. ».

Art. 6. A l'article 32 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « un des documents énumérés à l'article 3, § 1 » sont remplacés par les mots « la preuve qu'il remplit l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} » ;

b) il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le candidat qui a été exclu de l'examen théorique en raison d'une irrégularité n'est pas admis à tout examen du permis de conduire pendant la période d'exclusion. » ;

2° au paragraphe 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si le candidat commet une irrégularité, l'évaluation est suspendue et le candidat peut être immédiatement expulsé de la salle. ».

Art. 7. A l'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 2006, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Un candidat qui remplit les conditions suivantes est admis à l'examen pratique :

1° il a réussi l'examen théorique de la Région wallonne depuis moins de trois ans, sauf s'il en est dispensé ;

2° il a atteint l'âge minimum requis pour l'obtention d'un permis de conduire, visé aux articles 18 et 19 ;

3° il n'a pas été exclu de la participation à un examen en raison d'une irrégularité ;

4° il se présente avec un guide, un instructeur, un instructeur stagiaire ou toute autre personne qui n'est pas exclu de l'accompagnement des candidats lors d'un examen en raison d'une irrégularité. ».

Art. 8. Dans l'article 35 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une preuve qu'il répond à l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ; » ;

b) au 8°, les mots « le document visé à l'article 3, § 1^{er}, dont est titulaire le guide ou le conducteur » sont remplacés par les mots « une preuve qu'il remplit l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ».

Art. 9. Dans l'article 35/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 janvier 2013 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une preuve qu'il répond à l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ; » ;

2° à l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une preuve qu'il répond à l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ; ».

Art. 10. Dans l'article 36 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une preuve qu'il répond à l'une de conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ; » ;

b) au 7°, les mots « que le document visé à l'article 3, § 1^{er}, dont est titulaire le guide » est remplacé par les mots « qu'une preuve que le guide répond à l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ».

Art. 11. Dans l'article 37 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une preuve qu'il répond à l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ; » ;

b) au 8°, les mots « que le document visé à l'article 3, § 1^{er}, du guide ou du conducteur » est remplacé par les mots « qu'une preuve que le guide ou le conducteur remplit l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er} ».

Art. 12. Dans l'article 39, § 5, alinéa 2, du même arrêté, les mots «, en cas d'irrégularité, » sont insérés entre les mots « ou du guide » et les mots « ou si le conducteur ».

Art. 13. Dans le titre III, chapitre IV, du même arrêté, il est inséré une section V/1 comprenant les articles 39/1 à 39/3, rédigée comme suit :

« Section V/1. Irrégularités

Art. 39/1. § 1^{er}. Lors de l'examen théorique, du test de perception des risques, du test de capacité technique de la conduite ou de l'examen pratique, l'examineur ou le collaborateur de centre d'examen suspend l'évaluation d'un candidat s'il estime qu'une irrégularité a été commise, est commise ou est sur le point d'être commise, jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur l'irrégularité constatée, conformément à la procédure fixée au paragraphe 2.

§ 2. Le chef examinateur du centre d'examen ou son délégué informe l'intéressé des faits pertinents qui ont été relevés et soumet, le cas échéant, tout document qui prouve l'irrégularité détectée.

Il procède immédiatement à l'audition de l'intéressé concernant l'irrégularité qui lui est reprochée. Un compte rendu de l'audition est établi et remis à l'intéressé.

Si le candidat est mineur, l'audition du candidat a lieu en présence de l'un de ses parents ou du titulaire de l'autorité parentale.

Si l'intéressé n'a pas pu ou voulu être auditionné, l'impossibilité de l'auditionner est établie.

Après l'audition de l'intéressé ou après l'établissement de l'impossibilité de l'auditionner, le chef examinateur du centre d'examen ou son délégué décide si une irrégularité a été commise ou non.

§ 3. S'il est établi qu'aucune irrégularité n'a été commise, le centre d'examen convient avec le candidat d'un nouveau rendez-vous dans les plus brefs délais afin qu'il puisse présenter l'examen ou le test qui a été suspendu en application du paragraphe 1^{er}.

La redevance visée à l'article 63 n'est pas due pour la présentation de ce test ou de cet examen.

§ 4. Si une irrégularité est établie, le chef examinateur ou son délégué rédige un procès-verbal qui mentionne les éléments suivants :

1° les données d'identification et les coordonnées, y compris le numéro de registre national de l'intéressé et, dans le cas d'un candidat mineur, celui des parents ou de la personne titulaire de l'autorité parentale ;

2° les données d'identification de l'examineur ou du collaborateur du centre d'examen visés au paragraphe premier ;

3° les données d'identification du chef examinateur ou son délégué visés au paragraphe 2 ;

4° les données de l'examen théorique, du test de perception des risques, du test de capacité technique de la conduite ou de l'examen pratique concerné ;

5° tous les faits pertinents, complétés le cas échéant par tout document utile ;

6° le compte rendu de l'audition ou, à défaut, les motifs de l'impossibilité d'auditionner ;

7° les données communiquées ou les documents fournis par l'intéressé ;

8° la décision motivée précisant l'irrégularité commise et les mesures imposées conformément au paragraphe 5 ;

9° les voies de recours à la disposition de l'intéressé.

Le procès-verbal est établi en deux exemplaires et signé par le chef examinateur du centre d'examen ou son délégué. Un exemplaire est remis par envoi sécurisé à l'intéressé ou, dans le cas d'un candidat mineur, à ses parents ou au titulaire de l'autorité parentale. Le centre d'examen conserve l'autre exemplaire et en remet une copie à la Direction dans les deux jours ouvrables, de la manière qu'elle détermine. Si l'intéressé est un guide, un instructeur ou un instructeur stagiaire, une copie est également transmise au candidat par envoi sécurisé.

§ 5. Les mesures suivantes sont imposées en cas d'irrégularité :

1° le candidat est ajourné à l'examen ou au test concerné ;

2° l'intéressé est exclu de présenter un examen ou un test ou d'accompagner des candidats lors d'un examen ou d'un test dans les centres d'examen pour une période de :

a) trois mois en cas :

(1) de perturbation de l'ordre ;

(2) de non-respect des directives ou des instructions données par les examinateurs ou les collaborateurs du centre d'examen ;

b) six mois en cas :

(1) d'agression verbale ;

(2) de dégradations sur des biens mobiliers ou immobiliers ;

c) trois ans :

(1) en cas de fraude ou tentative de fraude ;

(2) d'agression physique contre des personnes ;

3° les périodes visées au 2° sont doublées en cas de récidive.

S'agissant du 2°, c), en cas de fraude à l'identité, la suspension s'applique tant au candidat inscrit à l'examen ou au test qu'à la personne qui s'y est présenté sous son identité.

Le centre d'examen visé à l'article 25 affiche le système de sanction fixé à l'alinéa premier à l'entrée de ses locaux.

§ 6. L'intéressé peut introduire un recours auprès de la commission de recours visée à l'article 47, conformément à la procédure visée à l'article 48.

§ 7. L'audition de l'intéressé, la décision sur l'irrégularité, l'établissement et la signature du procès-verbal sont effectués, en toute indépendance, par le chef examinateur ou son délégué.

Art. 39/2. § 1^{er}. Si, après que le candidat ait présenté l'examen théorique, le test de perception des risques, le test de capacité technique de la conduite ou l'examen pratique, la Direction a connaissance d'une fraude ou d'une tentative de fraude de la part du candidat ou de son guide, de l'instructeur, de l'instructeur stagiaire ou de tout autre personne dans le cadre de cet examen, le directeur de la Direction notifie, par envoi sécurisé, à l'intéressé les faits pertinents portés à sa connaissance et, le cas échéant, tout document qui prouverait l'irrégularité détectée.

§ 2. La notification visée au paragraphe 1^{er} mentionne la possibilité pour l'intéressé de présenter une défense écrite par lettre recommandée ou par voie électronique dans un délai de trente jours à compter de la date de la notification.

Le directeur de la Direction peut, le cas échéant, convoquer l'intéressé à une audition concernant l'irrégularité détectée. Dans sa défense écrite, l'intéressé peut également demander à être entendu.

Le directeur de la Direction décide si une irrégularité a été commise ou non dans un délai de trente jours à compter, selon le cas :

1° de la réception de la défense écrite ;

2° de la date de l'audition ;

3° de l'expiration du délai visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en cas de non-réception des moyens de défense dans le temps imparti.

Si aucune décision n'est prise dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le directeur de la Direction est réputé renoncé à toute mesure.

§ 3. Si les faits visés au paragraphe 1^{er} sont établis, Le directeur de la Direction rédige un procès-verbal qui mentionne les éléments suivants :

1° les données d'identification et les coordonnées, y compris le numéro de registre national de l'intéressé et, dans le cas d'un candidat mineur, celui des parents ou du titulaire de l'autorité parentale ;

2° les données d'identification du directeur de la Direction ;

3° les données de l'examen théorique, du test de perception des risques, du test de capacité technique de la conduite ou de l'examen pratique concerné ;

4° tous les faits pertinents, complétés le cas échéant par tout document utile ;

5° un résumé de la défense écrite de l'intéressé ou à défaut l'indication de l'absence de réception d'une défense écrite dans le délai ;

6° le cas échéant, le compte-rendu de l'audition de l'intéressé ;

7° les données communiquées ou les documents fournis par l'intéressé ;

8° la décision motivée précisant la fraude ou tentative de fraude et les mesures imposées conformément au paragraphe 4 ;

9° les voies de recours à la disposition de l'intéressé.

Le procès-verbal est établi en deux exemplaires et est signé par le directeur de la Direction. Un exemplaire est transmis par envoi sécurisé à l'intéressé ou, dans le cas d'un candidat mineur, à ses parents ou du titulaire de l'autorité parentale. La Direction conserve l'autre exemplaire et en fournit une copie au centre d'examen où l'examen s'est déroulé dans les deux jours ouvrables, de la manière qu'elle détermine.

Si l'intéressé est un guide, un instructeur, un instructeur stagiaire, ou toute autre personne, une copie est également transmise au candidat par envoi sécurisé.

§ 4. Si le directeur de la Direction décide qu'une irrégularité de type fraude ou tentative de fraude a été commise lors de l'examen ou du test :

1° l'examen ou le test concerné est invalidé et le résultat du candidat est un échec ;

2° l'intéressé est exclu pour une durée de trois ans de la présentation d'un examen ou de l'accompagnement de candidats lors d'un examen dans les centres d'examen.

Concernant le 2°, la durée est doublée en cas de récidive.

En cas de fraude à l'identité, la suspension s'applique tant au candidat inscrit à l'examen ou au test qu'à la personne qui s'y est présenté sous son identité.

§ 5. L'intéressé peut introduire un recours auprès de la commission de recours visée à l'article 47, conformément à la procédure visée à l'article 48.

Art. 39/3. Est invalide :

1° tout test ou examen passé après un test ou examen entaché d'une irrégularité mais avant la date de la décision d'exclusion pour irrégularité ;

2° tout test ou examen passé pendant la période durant laquelle le candidat est exclu de la présentation d'un examen pour irrégularité.

Le résultat du test ou de l'examen invalidé est modifié en échec. ».

Art. 14. A l'article 47, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du fait du candidat au permis de conduire » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 3, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « quatre ans ».

Art. 15. L'article 48 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 48. § 1^{er}. Un recours peut être introduit auprès de la commission de recours visée à l'article 47 dans les cas suivants :

1° par le candidat, pour tout échec à l'examen pratique qui survient après deux tentatives ;

2° par le candidat lorsque, conformément à l'article 39/1, § 5, il est décidé d'exclure le candidat de l'examen ou du test et de le mettre en échec ;

3° par le guide, par l'instructeur, par l'instructeur stagiaire ou par tout autre personne que le candidat, lorsqu'il est décidé, conformément à l'article 39/1, § 5, d'exclure d'accompagner des candidats lors d'un examen dans les centres d'examen ;

4° par le candidat ou par le guide, par l'instructeur ou par l'instructeur stagiaire du candidat ou par tout autre personne que le candidat, lorsqu'il est décidé, conformément à l'article 39/2, § 4, d'invalider l'examen du candidat, de transformer le résultat de l'examen en échec et d'exclure l'intéressé de se présenter à un examen ou d'accompagner les candidats lors d'un examen dans les centres d'examen.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours :

1° est notifié par lettre recommandée au président de la commission de recours visée à l'article 47, dans les quinze jours de l'échec ou de la décision d'exclusion ;

2° contient les données suivantes :

a) les données d'identification, y compris le numéro de registre national, le domicile, le numéro de téléphone, et l'adresse électronique et, s'il s'agit d'un candidat mineur, des parents ou le titulaire de l'autorité parentale ;

b) le centre d'examen où s'est déroulé l'examen ;

c) la date de l'examen ;

d) les faits pertinents qui peuvent concerner les personnes, les circonstances de lieu, de temps et la procédure de l'examen ;

e) les griefs de recours ;

3° est introduit et signé par la personne concernée par l'échec ou l'exclusion, ou, s'il s'agit d'un candidat mineur, ses parents ou le titulaire de l'autorité parentale.

§ 3. La redevance prévue à l'article 63 est payée de la manière qui y est déterminée. Elle est uniquement remboursée par décision de la commission de recours.

§ 4. La commission de recours procède aux examens complémentaires qu'elle juge utiles.

Le centre d'examen ou la Direction, selon le cas, transmet à la commission de recours tous les documents relatifs à l'examen, la décision prise et les mesures imposées en cas d'irrégularité.

La commission de recours peut procéder à des auditions et réclamer tous les documents utiles.

§ 5. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 1°, la commission de recours décide si le candidat a réussi l'examen ou confirme l'échec.

La commission de recours peut autoriser le requérant à subir un nouvel examen, le cas échéant après l'expiration de la période de validité du permis de conduire provisoire dont le demandeur était titulaire et déterminer les conditions dans lesquelles l'examen a lieu.

§ 6. Dans les cas visés au paragraphe 1^{er}, 2°, 3° et 4°, la commission de recours estime si les faits constituent ou non une irrégularité et se prononce sur la régularité des décisions et des mesures prises, selon le cas, par le centre d'examen ou par le directeur de la Direction.

La commission de recours peut annuler, confirmer ou réviser les mesures imposées. ».

Art. 16. L'article 48*bis* du même arrêté est abrogé.

Art. 17. L'article 48*ter* du même arrêté est abrogé.

Art. 18. Le titre V du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 18 novembre 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Titre V. Traitement des données »

Art. 19. Les articles 74 à 76 du même arrêté, abrogés par l'arrêté royal du 18 novembre 2011, sont rétablis dans la rédaction suivante :

« Art. 74. § 1^{er}. Le centre d'examen conserve les données suivantes :

1° la décision d'exclusion à l'examen en raison d'une irrégularité établie ;

2° les données des documents visées à l'article 32, § 2, et aux articles 35 à 37 ;

3° les données d'identification, y compris le nom et prénom et le numéro d'assermentation de l'interprète visé à l'article 32, § 3, alinéa 2, et à l'article 39, § 8 ;

4° le procès-verbal visé à l'article 39/ 1, § 4 ;

5° une copie du procès-verbal tel que visé à l'article 39/2, § 3 ;

6° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 48, § 5 concernant le recours dans le cas visé à l'article 48, § 1^{er}, 1° ;

7° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 48, § 6, concernant le recours dans les cas visés à l'article 48, § 1^{er}, 2° à 4°.

§ 2. Pour les données visées au paragraphe 1^{er}, le centre d'examen est le responsable du traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont collectées et traitées aux fins suivantes :

1° le contrôle des conditions d'admission à l'examen visées aux articles 32 à 39 ;

2° la prise de mesures à la suite du constat d'irrégularités visées à l'article 39/1 ;

3° la transmission des documents à la commission de recours visée à l'article 48, § 4, alinéa 2 ;

4° l'inspection et le contrôle visés à l'article 64 ;

5° l'établissement de statistiques générales et anonymes par la Direction afin d'examiner et d'évaluer la mesure politique.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 3°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 4° et 5°.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 2° et 4° à 7°, sont collectées et traitées à la fin visée à l'alinéa 1^{er}, 1° à 5°.

Les données collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa premier, 5°, sont anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er}, 2° et 3°, sont conservées pendant dix ans.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 4° à 7°, sont conservées pendant deux ans.

Art. 75. § 1^{er}. La commission de recours visée à l'article 47, conserve les données suivantes :

1° le recours et les données visées à l'article 48, § 2, 2° ;

2° les documents transmis par le centre d'examen ou la Direction, visés à l'article 48, § 4, d, alinéa 2 ;

3° tous les documents utiles visés à l'article 48, § 4, alinéa 3 ;

4° la décision visée à l'article 48, §§ 5 et 6.

§ 2. Pour les données visées au paragraphe 1^{er}, la commission de recours visée à l'article 47, est le responsable de traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont collectées et traitées aux fins suivantes :

1° la décision visée à l'article 48, §§ 5 et 6 ;

2° l'établissement de statistiques générales et anonymes par La Direction afin d'examiner et d'évaluer la mesure politique.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 4°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Les données qui sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°, sont conservées pendant un an.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 4°, sont conservées pendant deux ans.

Art. 76. § 1^{er}. La Direction conserve les données suivantes :

1° une copie du procès-verbal visé à l'article 39/1, § 4 ;

2° le procès-verbal visé à l'article 39/2, § 3 ;

3° la défense écrite visée à l'article 39/2, § 2 ;

4° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 48, § 5, concernant le recours dans le cas visé à l'article 48, § 1^{er}, 1° ;

5° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 48, § 6, concernant le recours dans les cas visés à l'article 48, § 1^{er}, 2° à 4°.

§ 2. Pour les données visées au paragraphe 1^{er}, la Direction est le responsable du traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont collectées et traitées aux fins suivantes :

1° la prise de mesures à la suite du constat d'irrégularités visé à l'article 39/2 ;

2° la transmission des documents à la commission de recours visée à l'article 48, § 4, alinéa 2;

3° l'inspection et le contrôle visés à l'article 64 ;

4° l'établissement de statistiques générales et anonymes par la Direction pour examiner et évaluer la mesure politique.

Les données qui sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, sont anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1° à 5°, sont conservées pendant deux ans. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B*

Art. 20. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2017 est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° « irrégularité » : l'irrégularité visée à l'article 1^{er}, 18°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ».

Art. 21. Dans l'article 5/1, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 4 décembre 2013 et modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 2018, les mots « visé à l'article 8, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « visé à l'article 8, § 3 ».

Art. 22. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « de la Région wallonne » sont insérés entre le mot « théorique » et le mot « depuis » ;

b) au 5°, les mots « de la Région wallonne » sont insérés entre le mot « risques » et le mot « défini » ;

c) les 6° à 12° sont insérés à la suite du 5° et sont rédigés comme suit :

« 6° présente la preuve qu'il remplit l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

7° n'a pas été exclu de la participation à un examen en raison d'une irrégularité ;

8° se présente avec un guide, un instructeur, un instructeur stagiaire ou toute autre personne qui n'est pas exclu de l'accompagnement de candidats lors d'un examen en raison d'une irrégularité ;

9° présente la preuve que le guide, l'instructeur ou l'instructeur stagiaire satisfait à l'une des conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et selon le cas, l'un des documents suivants :

a) le permis de conduire belge ou européen du guide pour les véhicules de catégorie B ;

b) le permis de conduire belge ou européen de l'instructeur pour les véhicules de catégorie B, ainsi que la preuve que l'instructeur est titulaire d'une autorisation d'enseigner pour donner de la formation pour conduire les véhicules de catégorie B, et la preuve qu'il a subi avec fruit l'examen médical visé à l'article 42 de l'arrêté royal précité ;

c) le permis de conduire belge ou européen de l'instructeur stagiaire pour les véhicules de catégorie B, ainsi que la preuve que l'instructeur stagiaire est titulaire d'une autorisation de stage, et la preuve qu'il a subi avec fruit l'examen médical visé à l'article 42 de l'arrêté royal précité ;

10° a réussi le test sur les capacités techniques de conduite de la Région wallonne, s'il est titulaire d'un permis de conduire provisoire sans guide visé à l'article 4 ;

11° présente, pour le véhicule avec lequel il présente l'examen, la preuve d'assurance de la responsabilité civile, le certificat d'immatriculation ainsi que le certificat de visite, de couleur verte et en cours de validité, du véhicule si ce dernier est soumis au contrôle technique ;

12° présente le certificat d'enseignement pratique délivré par une école de conduite à titre de preuve qu'il a suivi l'enseignement pratique dans les cas où conformément à l'article 15, alinéa 2 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, un nombre minimum d'heures d'enseignement pratique doit être suivi. ».

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E*

Art. 23. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020, les mots « la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 15 juillet 2003 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs par route, modifiant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ainsi que la directive 91/439/CEE du Conseil et abrogeant la directive 76/914/CEE du Conseil, modifiée par les directives 2004/66/CE du 26 avril 2004 et 2006/103/CE du 20 novembre 2006, par le règlement (CE) n° 1137/2008 du 22 octobre 2008 et par les directives 2013/22/UE du 13 mai 2013 et 2018/645 du 18 avril 2018 » sont remplacés par les mots « la directive (UE) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ».

Art. 24. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 3°/2 rédigé comme suit :

« 3°/2 « Direction » : la Direction en charge de la formation à la conduire au sein du Service public de Wallonie ; » ;

2° il est ajouté un point 37° rédigé comme suit :

« 37° irrégularité : l'irrégularité visée à l'article 1^{er}, 18°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire. ».

Art. 25. L'article 26, § 4, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2011, est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° si l'examen est passé dans un centre d'examen tel que visé à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, le candidat :

a) n'a pas été exclu de la participation à un examen en raison d'une irrégularité ;

b) se présente avec un guide, un instructeur, un instructeur stagiaire ou tout autre personne qui n'est pas exclu de l'accompagnement de candidats lors d'un examen en raison d'une irrégularité. ».

Art. 26. L'article 32, première phrase, du même arrêté est complétée par les mots « de la Région wallonne ».

Art. 27. L'article 33, 4°, du même arrêté est complété par les mots « de la Région wallonne ».

Art. 28. L'article 39 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.39. Pour être admis à l'examen pratique combiné, le candidat doit avoir réussi l'examen théorique combiné de la Région wallonne, visé à l'article 36. La validité de l'examen théorique combiné est limitée à trois ans. ».

Art. 29. L'article 40, alinéa 1^{er}, 2°, a), première phrase, du même arrêté est complétée par les mots « de la Région wallonne ».

Art. 30. Dans le titre III, chapitre 3, du même arrêté, il est inséré une section 5/1 comprenant les articles 43/1 à 43/4, rédigée comme suit :

« Section 5/1 – Irrégularités

Art. 43/1. La présente section s'applique aux examens passés dans un centre d'examen tel que visé à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire.

Art. 43/2. § 1^{er}. Lors de l'examen de qualification initiale, de l'examen combiné ou de l'examen complémentaire de qualification initiale, l'examineur ou le collaborateur du centre d'examen suspend l'évaluation d'un candidat s'il estime qu'une irrégularité a été commise, est commise ou est sur le point d'être commise jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur l'irrégularité constatée, conformément à la procédure fixée au paragraphe 2.

§ 2. Le chef examinateur du centre d'examen ou son délégué informe l'intéressé des faits pertinents qui ont été relevés et soumet, le cas échéant, tout document qui prouverait l'irrégularité détectée.

Il procède immédiatement à l'audition de l'intéressé concernant l'irrégularité qui lui est reprochée. Un compte rendu de l'audition est établi et remis à l'intéressé.

Si l'intéressé n'a pas pu ou voulu être auditionné, l'impossibilité de l'auditionner est établie.

Après l'audition de l'intéressé ou après l'établissement de l'impossibilité de l'auditionner, le chef examinateur ou son délégué décide si une irrégularité a été commise ou non.

§ 3. S'il est établi qu'aucune irrégularité n'a été commise, le centre d'examen convient avec le candidat d'un nouveau rendez-vous dans les plus brefs délais afin que le candidat puisse présenter l'examen suspendu en application du paragraphe 1^{er}.

La redevance visée à l'article 74^{ter} n'est pas due pour la présentation de cet examen.

§ 4. Si une irrégularité est établie, le chef examinateur ou son délégué rédige un procès-verbal qui mentionne les éléments suivants :

1° les données d'identification et les coordonnées, y compris le numéro de registre national de l'intéressé ;

2° les données d'identification de l'examineur ou collaborateur du centre d'examen visés au paragraphe premier ;

3° les données d'identification du chef examinateur ou son délégué visés au paragraphe 2 ;

4° les données de l'examen de qualification initiale, de l'examen combiné ou de l'examen complémentaire de qualification initiale concerné ;

5° tous les faits pertinents, complétés le cas échéant par tout document utile ;

6° le compte rendu de l'audition ou à défaut, les motifs de l'impossibilité d'auditionner ;

7° les données communiquées ou les documents fournis par l'intéressé ;

8° la décision motivée précisant l'irrégularité commise et les mesures imposées conformément au paragraphe 5 ;

9° les voies de recours à la disposition de l'intéressé.

Le procès-verbal est établi en deux exemplaires et signé par le chef examinateur du centre d'examen ou son délégué. Un exemplaire est remis à l'intéressé par envoi sécurisé. Le centre d'examen conserve l'autre exemplaire et en remet une copie à la Direction dans les deux jours ouvrables, de la manière qu'elle détermine. Si l'intéressé est un guide, un instructeur ou un instructeur stagiaire, une copie est également transmise au candidat par envoi sécurisé.

§ 5. Les mesures suivantes sont imposées en cas d'irrégularité :

1° le candidat est ajourné à l'examen ;

2° l'intéressé est exclu de présenter un examen ou d'accompagner des candidats lors d'un examen dans les centres d'examen pour une période de :

a) trois mois en cas :

(1) de perturbation de l'ordre ;

(2) de non-respect des directives ou des instructions données par les examinateurs ou les collaborateurs du centre d'examen ;

b) six mois en cas :

(1) d'agression verbale

(2) de dégradations sur des biens mobiliers ou immobiliers ;

c) trois ans en cas :

(1) d'agression physique contre des personnes

(2) de fraude ou tentative de fraude ;

3° les périodes visées au 2° sont doublées en cas de récidive.

S'agissant du 2°, c), en cas de fraude à l'identité, la suspension s'applique tant au candidat inscrit à l'examen qu'à la personne qui s'y est présenté sous son identité.

Le centre d'examen visé à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire affiche le système de sanction visé à l'alinéa premier à l'entrée de ses locaux.

§ 6. L'intéressé peut introduire un recours auprès de la commission de recours visée à l'article 47 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, conformément à la procédure visée à l'article 44.

§ 7. L'audition de l'intéressé, la décision sur l'irrégularité, l'établissement et la signature du procès-verbal sont effectués, en toute indépendance, par le chef examinateur ou son délégué.

Art 43/3. § 1^{er}. Si, après que le candidat ait présenté l'examen de qualification initiale, à l'examen combiné ou à l'examen complémentaire de qualification initiale, la Direction a connaissance d'une fraude ou d'une tentative de fraude de la part du candidat ou de son guide, de l'instructeur, de l'instructeur stagiaire ou de tout autre personne dans le cadre de cet examen, le directeur de la Direction notifie à l'intéressé, par envoi sécurisé, les faits pertinents portés à sa connaissance et, le cas échéant, tout document qui prouverait l'irrégularité détectée.

§ 2. La notification visée au paragraphe 1^{er} mentionne la possibilité pour l'intéressé de présenter une défense écrite par lettre recommandée ou par voie électronique dans un délai de trente jours à compter de la date de la notification.

Le directeur de la Direction peut, le cas échéant, convoquer l'intéressé à une audition concernant l'irrégularité détectée. Dans sa défense écrite, l'intéressé peut également demander à être entendu.

Le directeur de la Direction décide si une irrégularité a été commise ou non dans un délai de trente jours à compter, selon le cas :

1° de la réception de la défense écrite ;

2° de la date de l'audition ;

3° de l'expiration du délai visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en cas de non-réception des moyens de défense dans le délai imparti.

Si aucune décision n'est prise dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le directeur de la Direction est réputé renoncé à toute mesure.

§ 3. Si les faits visés au paragraphe 1^{er} sont établis, le directeur de la Direction rédige un procès-verbal qui mentionne les éléments suivants :

1° les données d'identification et les coordonnées, y compris le numéro de registre national de l'intéressé ;

2° les données d'identification du directeur de la Direction ;

3° les données de l'examen de qualification initiale, de l'examen combiné ou de l'examen complémentaire de qualification initiale concerné ;

4° tous les faits pertinents, complétés le cas échéant par tout document utile ;

5° un résumé de la défense écrite de l'intéressé ou à défaut, de l'indication de l'absence de réception d'une défense écrite dans le délai ;

6° Le cas échéant, le compte rendu de l'audition de l'intéressé ;

7° les données communiquées ou les fournis par l'intéressé ;

8° la décision motivée précisant la fraude ou tentative de fraude commise et les mesures imposées conformément au paragraphe 4 ;

9° les voies de recours à la disposition de l'intéressé.

Le procès-verbal est établi en deux exemplaires et est signé par le directeur de la Direction. Un exemplaire est transmis par envoi sécurisé à l'intéressé. La Direction conserve l'autre exemplaire et en fournit une copie au centre d'examen où l'examen s'est déroulé dans les deux jours ouvrables, de la manière qu'elle détermine.

Si l'intéressé est un guide, un instructeur ou un instructeur stagiaire, une copie est également transmise au candidat par envoi sécurisé.

§ 4. Si le directeur de la Direction décide qu'une irrégularité de type fraude ou tentative de fraude a été commise lors de l'examen :

1° l'examen concerné est invalidé et le résultat du candidat est un échec ;

2° l'intéressé est exclu pour une durée de trois ans de la présentation d'un examen ou de l'accompagnement de candidats lors d'un examen dans les centres d'examen.

Concernant le 2°, la durée est doublée en cas de récidive.

En cas de fraude à l'identité, la suspension s'applique tant au candidat inscrit à l'examen qu'à la personne qui s'y est présenté sous son identité.

§ 5. L'intéressé peut introduire un recours auprès de la commission de recours visée à l'article 47 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, conformément à la procédure visée à l'article 44.

Art 43/4. Est invalide :

1° tout examen passé après un examen entaché d'une irrégularité, mais avant la date de la décision d'exclusion pour irrégularité ;

2° tout examen passé pendant la période durant laquelle le candidat est exclu de la présentation d'un examen pour irrégularité.

Le résultat de l'examen invalidé est modifié en échec. ».

Art. 31. L'article 44 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. § 1^{er}. Un recours peut être introduit auprès de la commission de recours visée à l'article 47 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire dans les cas suivants :

1° par le candidat, pour tout échec à l'examen pratique du même type visé par le présent arrêté, qui survient après deux tentatives ;

2° par le candidat lorsque, conformément à l'article 43/2, § 5, il est décidé d'exclure le candidat de l'examen dans les centres d'examen visés à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire et de le mettre en échec ;

3° par le guide, par l'instructeur ou par l'instructeur stagiaire du candidat lorsqu'il est décidé, conformément à l'article 43/2, § 5, d'exclure d'accompagner des candidats lors d'un examen dans les centres d'examen visés à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire ;

4° par le candidat ou par le guide, par l'instructeur ou par l'instructeur stagiaire du candidat s'il est décidé, conformément à l'article 43/3, § 4, d'invalidiser l'examen du candidat, de transformer le résultat de l'examen en échec et d'exclure l'intéressé de se présenter à un examen ou d'accompagner les candidats lors d'un examen dans les centres d'examen visés à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours :

1° est notifié par lettre recommandée au président de la commission de recours visée à l'article 47 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, dans les quinze jours de l'échec ou de la décision d'exclusion ;

2° contient les données suivantes :

a) les données d'identification dont le numéro de registre national, le domicile, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de l'intéressé ;

b) le centre d'examen où s'est déroulé l'examen ;

c) la date de l'examen ;

d) les faits pertinents qui peuvent concerner les personnes, le lieu, l'heure et la procédure de l'examen ;

e) les griefs de recours ;

3° est introduit et signé par la personne concernée par l'échec ou l'exclusion.

§ 3. La redevance visée à l'article 63 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire est payée de la manière qui y est déterminée. Elle est uniquement remboursée par décision de la commission de recours.

§ 4. La commission de recours procède aux examens complémentaires qu'elle juge utiles.

Le centre d'examen ou la Direction, selon le cas, transmet à la commission de recours tous les documents relatifs à l'examen, à la décision prise et aux mesures imposées en cas d'irrégularité.

La commission de recours peut procéder à des auditions réclamer tous les documents utiles.

§ 5. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, 1°, la commission de recours décide si le candidat a réussi l'examen ou confirme l'échec.

La commission de recours peut autoriser le requérant à subir un nouvel examen, le cas échéant après l'expiration de la période de validité du permis de conduire provisoire dont le demandeur était titulaire et déterminer les conditions dans lesquelles l'examen aura lieu ;

§ 6. Dans les cas visés aux paragraphes 1^{er}, 2°, 3° et 4°, la commission de recours estime si les faits constituent ou non une irrégularité et se prononce sur la régularité des décisions et des mesures prises, selon le cas, par le centre d'examen ou par le directeur de la Direction.

La commission de recours peut annuler, confirmer ou réviser les mesures imposées.

§ 7. Si la commission de recours, décide que le candidat a réussi l'examen pratique, le centre d'examen délivre le certificat de qualification initiale en dérogation à l'article 35, § 5, et à l'article 42, § 5.

Le certificat de qualification initiale visé à l'alinéa premier indique la catégorie de véhicule avec laquelle le candidat a subi l'examen et la date de l'examen pratique en raison du recours visée au présent article. ».

Art. 32. Dans l'article 55 même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 15 novembre 2013, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les redevances prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 sont payées de la manière indiquée dans la demande de paiement. ».

Art. 33. Dans le titre VI du même arrêté il est inséré un chapitre 3, comportant les articles 55/2 à 55/5, rédigé comme suit :

« Chapitre 3. Traitement de données personnelles.

Art. 55/2. § 1^{er}. Le centre d'examen visé à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, conserve les données suivantes :

- 1° la décision d'exclusion de l'examen en raison d'une irrégularité établie ;
- 2° les données des documents visées aux articles 30, § 2, 33, 37, § 2, et 40 ;
- 3° le procès-verbal visé à l'article 43/2, § 4 ;
- 4° une copie du procès-verbal visé à l'article 43/3, § 3 ;
- 5° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 44, § 5, relatif au recours dans le cas visé à l'article 44, § 1, 1° ;
- 6° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 44, § 6 concernant le recours dans les cas visés à l'article 44, § 1, 2° à 4°.

§ 2. Pour les données visées au paragraphe 1^{er}, le centre d'examen visé à l'article 25 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire est le responsable de traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont collectées et traitées aux fins suivantes :

- 1° le contrôle des conditions d'admission à l'examen visé aux articles 32 à 38/1 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire ;
- 2° la prise de mesures à la suite du constat d'irrégularités visées à l'article 43/2 ;
- 3° la transmission des documents à la commission de recours visée à l'article 44, § 4, alinéa 2 ;
- 4° l'inspection et le contrôle visés à l'article 64 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire ;
- 5° l'établissement de statistiques générales et anonymes par la Direction pour examiner et évaluer la mesure politique.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa premier, 1°, 4° et 5°.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 4° à 6°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa premier, 1° à 5°.

Les données collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 5°, sont anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant dix ans.

Art. 55/3. § 1^{er}. La commission de recours visée à l'article 47 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire conserve les données suivantes :

- 1° le recours et les données visées à l'article 44, § 2, 2° ;
- 2° les documents transmis par le centre d'examen ou la Direction visés à l'article 44, § 4, alinéa 2 ;
- 3° tous les documents utiles visés à l'article 44, § 4, alinéa 2 ;
- 4° la décision visée à l'article 44, §§ 5 et 6.

§ 2. Pour les données visées au paragraphe 1^{er}, la commission de recours visée à l'article 47 de l'arrêté royal relatif au permis de conduire, est le responsable de traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont collectées et traitées aux fins suivantes :

- 1° la décision visée à l'article 44, §§ 5 et 6 ;
- 2° l'établissement de statistiques générales et anonymes par la Direction pour examiner et évaluer la mesure politique.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa premier, 1°.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 4°, sont collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa premier, 2°.

Les données collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er}, 1°, 2° et 3°, sont conservées pendant un an.

Les données visées au paragraphe 1^{er}, 4°, sont conservées pendant deux ans.

Art. 55/4. § 1^{er}. La Direction conserve les données suivantes :

- 1° une copie du procès-verbal visé à l'article 43/2, § 4 ;
- 2° le procès-verbal visé à l'article 43/3, § 3 ;
- 3° la défense écrite visée à l'article 43/3, § 2 ;
- 4° une copie de la décision de la commission de recours, telle que visée à l'article 44, § 5, concernant recours dans le cas visé à l'article 44, § 1^{er}, 1° ;
- 5° une copie de la décision de la commission de recours visée à l'article 44, § 6, concernant le recours dans les cas visés à l'article 44, § 1^{er}, 2° à 4°.

§ 2. Pour les données visées au paragraphe 1^{er}, la Direction est responsable du traitement visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont collectées et traitées aux fins suivantes :

- 1° la prise de mesures à la suite du constat d'irrégularités visées à l'article 43/3 ;
- 2° la transmission des documents à la commission de recours visée à l'article 44, § 4, alinéa 2 ;
- 3° l'inspection et le contrôle, visés au titre VI, chapitre 1^{er} ;

4° l'établissement de statistiques générales et anonymes par la Direction pour examiner et évaluer les mesures politiques.

Les données collectées et traitées aux fins visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, sont anonymisées.

§ 4. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont conservées pendant dix ans.

Art. 55/5. La Direction échange les informations relatives à la délivrance et au retrait des certificats d'aptitude professionnelle et des certificats de formation continue avec les autorités compétentes chargées de l'exécution et du contrôle du respect de la réglementation qui transpose la directive (UE) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, des informations relatives aux certificats d'aptitude professionnelle et de formation continue délivrés ou retirés.

Pour les données visées à l'alinéa premier, la Direction est le responsable du traitement tel que, visé à l'article 4, 7), du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE.

Les données, visées au paragraphe 1^{er}, sont collectées et traitées afin d'identifier les parties concernées et d'établir leur aptitude professionnelle le cas échéant pour vérifier le respect des exigences de formation, visées dans la réglementation transposée par la directive (UE) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs.

Les données, visées à l'alinéa 1^{er}, obtenues par la Direction sont conservées conformément aux délais de conservation respectifs des catégories de données à caractère personnel visées à l'article 55/2, § 4, à l'article 55/3, § 4, ou à l'article 55/4, § 4. ».

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2025.

Art. 35. Le Ministre qui a la mobilité et la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 novembre 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,

A. DOLIMONT

Le Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux,

F. DESQUESNES

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/011775]

28. NOVEMBER 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Fahrausbildung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 23 und 27;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Aufgrund des Berichts vom 16. Mai 2024, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 23. August 2024 abgegebenen Stellungnahme Nr. 78/2024 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 2. August 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 76.666/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Abänderungen im Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein

Artikel 1 - In Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2/2 wird durch Folgendes ersetzt:

„2°/2 der Begriff „Verwaltung“ bezeichnet den Öffentlichen Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen.“;

2° eine Ziffer 2/3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„2°/3 der Begriff „Direktion“ bezeichnet die Direktion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Fahrausbildung zuständig ist.“;

3° Ziffer 18 wird durch Folgendes ersetzt:

„18° der Begriff „Unregelmäßigkeit“ bezeichnet eine oder mehrere der folgenden Verhaltensweisen, die von dem Bewerber, dem Begleiter, dem Fahrschullehrer, dem Fahrschullehrer-Praktikanten oder einer anderen Person begangen wurden;

a) jedes Verhalten, das die Ordnung stört;

b) jede Form von Betrug oder versuchtem Betrug;

c) jede Form der Beschädigung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, jede Form verbaler oder körperlicher Angriffe gegenüber Personen vor, während oder nach der theoretischen Prüfung, dem Gefahrenerkennungstest, dem technischen Fahreignungstest oder der praktischen Prüfung;

d) die Nichtbeachtung der von den Prüfern oder Mitarbeitern des Prüfungszentrums erteilten Richtlinien oder Anweisungen;“;

4° eine Ziffer 19 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

“19° die Begriffe “gesicherter Versand” bezeichnen eine der folgenden Zustellungsarten:

a) die Einschreibesendung;

b) die E-Mail mit Empfangsbestätigung. “.

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 3, wieder aufgenommen durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, aufgehoben;

2° in Paragraph 2 wird Ziffer 2, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, in der folgenden Fassung wieder aufgenommen:

“2° die Inhaber eines europäischen oder ausländischen Führerscheins im Sinne von Artikel 23 § 2 Ziffer 1 des Gesetzes, der für mindestens die gleiche Fahrzeugklasse oder eine gleichwertige Klasse wie die, für die die Validierung beantragt wird, ausgestellt wurde und der die in Artikel 27 Ziffer 2 genannten Bedingungen erfüllt;“.

Art. 3 - In Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 3 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, wird Buchstabe c durch Folgendes ersetzt:

“c) für den Bewerber um einen für Fahrzeuge der Klasse B gültigen Führerschein, der die praktische Prüfung zweimal nicht bestanden hat“.

Art. 4 - In Artikel 25 § 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 5 - In Artikel 26bis § 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Ziffern 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

“1° Programm A für die Klassen A1, A2 und A;

2° Programm B für die Klassen AM, B, B+E und G;“;

2° es wird ein Absatz 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Fahrprüfer, die zwischen dem 1. Mai 2013 und dem 31. Dezember 2024 das Ausbildungsprogramm B absolviert oder mit dessen Absolvierung begonnen haben, dürfen Prüfungen für die Klasse AM abnehmen, wenn sie an einer vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigten Nachschulung teilnehmen, die auf den Erwerb der in Anhang 19 Punkte B und C beschriebenen Kenntnisse und Fähigkeiten speziell für die Klasse AM abzielt. Die vom Minister oder seinem Beauftragten zugelassenen Grundausbildungszentren führen die Umschulung durch. “.

Art. 6 - In Artikel 32 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge “eines der in Artikel 3 § 1 erwähnten Dokumente vor” wird durch die Wortfolge “den Nachweis vor, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt” ersetzt;

b) es wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Der Bewerber, der wegen einer Unregelmäßigkeit von der theoretischen Prüfung ausgeschlossen wurde, wird während des Zeitraums der Ausschließung nicht zu irgendeiner Führerscheinprüfung zugelassen. “;

2° in Paragraph 4 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Wenn der Bewerber eine Unregelmäßigkeit begeht, wird die Prüfung ausgesetzt und der Bewerber kann sofort aus dem Raum verwiesen werden. “.

Art. 7 - In Artikel 34 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 wird der Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Ein Bewerber, der die folgenden Bedingungen erfüllt, wird zur praktischen Prüfung zugelassen:

1° er hat die theoretische Prüfung der Wallonischen Region vor weniger als drei Jahren bestanden, es sei denn, er ist davon befreit;

2° er hat das in Artikel 18 und 19 genannte Mindestalter für den Erwerb eines Führerscheins erreicht;

3° er wurde nicht aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Teilnahme an einer Prüfung ausgeschlossen;

4° er erscheint mit einem Begleiter, Fahrlehrer, Fahrlehrer-Praktikanten oder einer anderen Person, die nicht aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Begleitung von Bewerbern bei einer Prüfung ausgeschlossen ist. “.

Art. 8 - In Artikel 35 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“1° einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt;“;

b) in Ziffer 8 wird die Wortfolge “das in Artikel 3 § 1 erwähnte Dokument, dessen Inhaber der Begleiter oder der Führer ist” durch die Wortfolge “einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt” ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 35/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 8. Januar 2013 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

„einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt;“;

2° in Absatz 2 wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

„1° einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt;“

Art. 10 - In Artikel 36 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„1° einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt;“;

b) in Ziffer 7 wird die Wortfolge „sowie das in Artikel 3 § 1 erwähnte Dokument, dessen Inhaber der Begleiter ist“ durch die Wortfolge „sowie einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt“ ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 37 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„1° einen Nachweis, dass er eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt;“;

b) in Ziffer 8 wird die Wortfolge „sowie das in Artikel 3 § 1 erwähnte Dokument des Begleiters oder des Führers“ durch die Wortfolge „sowie einen Nachweis, dass der Begleiter oder der Führer eine der in Artikel 3 § 1 genannten Bedingungen erfüllt“ ersetzt. „.

Art. 12 - In Artikel 39 § 5 Absatz 2 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge „wenn der Fahrschullehrer oder der Begleiter“ und das Wort „eingreift“ die Wortfolge „im Falle einer Unregelmäßigkeit“ eingefügt.

Art. 13 - In Titel III Kapitel IV desselben Erlasses wird ein Abschnitt V/1, der die Artikel 39/1 bis 39/3 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Abschnitt V/1 - Unregelmäßigkeiten:

Art. 39/1 - § 1. Bei der theoretischen Prüfung, dem Gefahrenerkennungstest, der technischen Fahreignungstest oder der praktischen Prüfung setzt der Prüfer oder der Mitarbeiter des Prüfungszentrums die Bewertung eines Bewerbers aus, wenn er der Ansicht ist, dass eine Unregelmäßigkeit begangen wurde, begangen wird oder begangen zu werden droht, bis eine Entscheidung über die festgestellte Unregelmäßigkeit gemäß dem in Paragraph 2 festgelegten Verfahren getroffen wird.

§ 2. Der Chefprüfer des Prüfungszentrums oder sein Beauftragter unterrichtet den Betroffenen über die festgestellten relevanten Sachverhalte und legt gegebenenfalls alle Dokumente vor, die die festgestellte Unregelmäßigkeit belegen.

Er führt unverzüglich eine Anhörung des Betroffenen zu der ihm vorgeworfenen Unregelmäßigkeit durch. Ein Protokoll der Anhörung wird angefertigt und dem Betroffenen ausgehändigt.

Wenn der Bewerber minderjährig ist, findet die Anhörung des Bewerbers in Anwesenheit eines Elternteils oder des Inhabers der elterlichen Autorität statt.

Wenn der Betroffene nicht angehört werden konnte oder wollte, wird die Unmöglichkeit der Anhörung festgestellt.

Nach der Anhörung des Betroffenen oder nach der Feststellung der Unmöglichkeit der Anhörung entscheidet der Chefprüfer des Prüfungszentrums oder sein Beauftragter, ob eine Unregelmäßigkeit begangen wurde oder nicht.

§ 3. Wenn festgestellt wird, dass keine Unregelmäßigkeit begangen wurde, vereinbart das Prüfungszentrum mit dem Bewerber so bald wie möglich einen neuen Termin, damit er die Prüfung oder den Test ablegen kann, die bzw. der in Anwendung von Paragraph 1 ausgesetzt wurde.

Die in Artikel 63 genannte Gebühr wird für das Ablegen dieses Tests oder dieser Prüfung nicht fällig.

§ 4. Wenn eine Unregelmäßigkeit festgestellt wird, erstellt der Chefprüfer oder sein Beauftragter ein Protokoll, das Folgendes enthält:

1° die Identifizierungsdaten und Kontaktdaten, einschließlich der Nationalregisternummer des Betroffenen und, im Falle eines minderjährigen Bewerbers, der Eltern oder des Inhabers der elterlichen Autorität;

2° die Identifizierungsdaten des Prüfers oder des Mitarbeiters des Prüfungszentrums, die in Paragraph 1 genannt werden;

3° die Identifizierungsdaten des Chefprüfers oder seines Beauftragten, die in Paragraph 2 genannt werden;

4° die Daten der theoretischen Prüfung, des Gefahrenerkennungstests, des technischen Fahreignungstests oder der betreffenden praktischen Prüfung;

5° alle relevanten Sachverhalte, gegebenenfalls ergänzt durch alle relevanten Dokumente;

6° das Protokoll der Anhörung oder, in Ermangelung, die Gründe für die Unmöglichkeit der Anhörung;

7° die vom Betroffenen mitgeteilten Daten oder bereitgestellten Dokumente;

8° die mit Gründen versehene Entscheidung, in der die begangene Unregelmäßigkeit und die gemäß Paragraph 5 verhängten Maßnahmen aufgeführt sind;

9° die Rechtsmittel, die dem Betroffenen zur Verfügung stehen.

Das Protokoll wird in zweifacher Ausfertigung erstellt und vom Chefprüfer des Prüfungszentrums oder seinem Beauftragten unterzeichnet. Ein Exemplar wird dem Betroffenen oder, bei minderjährigen Bewerbern, den Eltern oder dem Inhaber der elterlichen Autorität per gesicherten Versand ausgehändigt. Das Prüfungszentrum bewahrt das andere Exemplar auf und händigt der Direktion innerhalb von zwei Werktagen eine Kopie auf die von ihr festgelegte Weise aus. Handelt es sich bei dem Betroffenen um einen Begleiter, Fahrschullehrer oder Fahrschullehrer-Praktikanten, wird dem Bewerber ebenfalls eine Kopie per gesicherten Versand übermittelt.

§ 5. Im Falle einer Unregelmäßigkeit werden folgende Maßnahmen verhängt:

1° der Bewerber wird für die betreffende Prüfung oder den betreffenden Test zurückgestellt;

2° der Betreffende wird davon ausgeschlossen, eine Prüfung oder einen Test abzulegen, oder Bewerber bei einer Prüfung oder einem Test in den Prüfungszentren zu begleiten, für einen Zeitraum von:

a) drei Monaten im Falle von:

(1) Störung der Ordnung;

(2) Nichtbeachtung der von den Prüfern oder Mitarbeitern des Prüfungszentrums erteilten Richtlinien oder Anweisungen;

b) sechs Monaten im Falle von:

(1) verbalen Angriffen;

(2) Beschädigungen an beweglichen oder unbeweglichen Gütern;

c) drei Jahren:

(1) im Falle von Betrug oder versuchtem Betrug;

(2) körperlichen Angriffen auf Personen;

3° die in Ziffer 2 genannten Zeiträume werden im Wiederholungsfall verdoppelt.

In Bezug auf Ziffer 2 Buchstabe c gilt die Aussetzung im Falle eines Identitätsbetrugs sowohl für den zur Prüfung oder zum Test angemeldeten Bewerber als auch für die Person, die unter seiner Identität erschienen ist.

Das in Artikel 25 genannte Prüfungszentrum hängt das in Absatz 1 festgelegte Sanktionssystem am Eingang zu seinen Räumlichkeiten aus.

§ 6. Der Bewerber kann gemäß dem in Artikel 48 genannten Verfahren bei dem in Artikel 47 genannten Beschwerdeausschuss Beschwerde einlegen.

§ 7. Die Anhörung des Betreffenden, die Entscheidung über die Unregelmäßigkeit, die Erstellung und Unterzeichnung des Protokolls werden in völliger Unabhängigkeit vom Chefprüfer oder seinem Beauftragten durchgeführt.

Art. 39/2 - § 1. Wenn die Direktion, nachdem der Bewerber die theoretische Prüfung, den Gefahrenerkennungstest, den technischen Fahreignungstest oder die praktische Prüfung abgelegt hat, von einem Betrug oder einem versuchten Betrug durch den Bewerber oder seinen Begleiter, den Fahrlehrer, den Fahrlehrer-Praktikanten oder eine andere Person im Zusammenhang mit dieser Prüfung erfährt, teilt der Direktor der Direktion dem Betreffenden die ihm bekannt gewordenen relevanten Sachverhalte und gegebenenfalls alle Dokumente, die die aufgedeckte Unregelmäßigkeit belegen, per gesicherten Versand mit.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Mitteilung enthält einen Hinweis auf die Möglichkeit des Betreffenden, innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum der Mitteilung eine schriftliche Verteidigung per Einschreiben oder auf elektronischem Weg einzureichen.

Der Direktor der Direktion kann den Betreffenden gegebenenfalls zu einer Anhörung über die aufgedeckte Unregelmäßigkeit vorladen. In seiner schriftlichen Verteidigung kann der Betreffende auch beantragen, angehört zu werden.

Die Entscheidung, ob eine Unregelmäßigkeit begangen wurde, trifft der Direktor der Direktion je nach Fall innerhalb von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt:

1° des Erhalts der schriftlichen Verteidigung;

2° des Datums der Anhörung;

3° des Ablaufs der in Paragraph 2 Absatz 1 genannten Frist, falls die Verteidigungsmittel nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingegangen sind.

Wird innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Entscheidung getroffen, so wird davon ausgegangen, dass der Direktor der Direktion auf jegliche Maßnahme verzichtet.

§ 3. Wenn die in Paragraph 1 genannten Sachverhalte nachgewiesen werden, erstellt der Direktor der Direktion ein Protokoll, das Folgendes enthält:

1° die Identifizierungsdaten und Kontaktdaten, einschließlich der Nationalregisternummer des Betreffenden und, im Falle eines minderjährigen Bewerbers, der Eltern oder des Inhabers der elterlichen Autorität;

2° die Identifizierungsdaten des Direktors der Direktion;

3° die Daten der theoretischen Prüfung, des Gefahrenerkennungstests, des technischen Fahreignungstests oder der betreffenden praktischen Prüfung;

4° alle relevanten Sachverhalte, gegebenenfalls ergänzt durch alle relevanten Dokumente;

5° eine Zusammenfassung der schriftlichen Verteidigung des Betreffenden oder in Ermangelung die Angabe, dass innerhalb der Frist keine schriftliche Verteidigung eingegangen ist;

6° gegebenenfalls das Protokoll der Anhörung des Betreffenden;

7° die vom Betreffenden mitgeteilten Daten oder bereitgestellten Dokumente;

8° die begründete Entscheidung, in der der Betrug oder versuchte Betrug und die gemäß Paragraph 4 verhängten Maßnahmen aufgeführt sind;

9° die Rechtsmittel, die dem Betreffenden zur Verfügung stehen.

Das Protokoll wird in zweifacher Ausfertigung erstellt und vom Direktor der Direktion unterzeichnet. Ein Exemplar wird dem Betreffenden oder, bei minderjährigen Bewerbern, den Eltern oder dem Inhaber der elterlichen Autorität per gesicherten Versand übermittelt. Die Direktion bewahrt das andere Exemplar auf und stellt dem Prüfungszentrum, in dem die Prüfung stattgefunden hat, innerhalb von zwei Werktagen eine Kopie auf die von ihr festgelegte Weise zur Verfügung.

Wenn es sich bei dem Betreffenden um einen Begleiter, Fahrlehrer, Fahrlehrer-Praktikanten oder eine andere Person handelt, wird dem Bewerber ebenfalls eine Kopie per gesicherten Versand übermittelt.

§ 4. Wenn der Direktor der Direktion entscheidet, dass bei einer Prüfung oder einem Test eine Unregelmäßigkeit in Form von Betrug oder versuchtem Betrug begangen wurde:

1° ist die betreffende Prüfung oder der betreffende Test ungültig und das Ergebnis des Bewerbers lautet "nicht bestanden";

2° wird der Betreffende für eine Dauer von drei Jahren davon ausgeschlossen, eine Prüfung abzulegen oder Bewerber bei einer Prüfung in den Prüfungszentren zu begleiten.

In Bezug auf Ziffer 2 wird die Dauer im Wiederholungsfall verdoppelt.

Im Falle eines Identitätsbetrugs gilt die Aussetzung sowohl für den zur Prüfung oder zum Test angemeldeten Bewerber als auch für die Person, die unter seiner Identität erschienen ist.

§ 5. Der Bewerber kann gemäß dem in Artikel 48 genannten Verfahren bei dem in Artikel 47 genannten Beschwerdeausschuss Beschwerde einlegen.

Art. 39/3 - Ist ungültig:

1° jeder Test oder jede Prüfung, der bzw. die nach einem bzw. einer mit einer Unregelmäßigkeit behafteten Test bzw. Prüfung, aber vor dem Datum der Entscheidung über den Ausschluss wegen einer Unregelmäßigkeit abgelegt wurde;

2° jeder Test oder jede Prüfung, der bzw. die während des Zeitraums abgelegt wurde, während dem der Bewerber aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Ablegung einer Prüfung ausgeschlossen wurde.

Das Ergebnis des ungültigen Tests oder der ungültigen Prüfung wird in "nicht bestanden" geändert. "

Art. 14 - In Artikel 47 § 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "von dem Bewerber um einen Führerschein" aufgehoben;

2° in Absatz 3 wird die Wortfolge "zwei Jahren" durch die Wortfolge "vier Jahren" ersetzt;

Art. 15 - Artikel 48 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 48 - § 1. Eine Beschwerde kann bei dem in Artikel 47 genannten Beschwerdeausschuss in folgenden Fällen eingelegt werden:

1° vom Bewerber, wenn die praktische Prüfung nach zwei Versuchen nicht bestanden wird;

2° vom Bewerber, wenn gemäß Artikel 39/1 § 5 entschieden wird, den Bewerber von der Prüfung oder dem Test auszuschließen und ihn nicht bestehen zu lassen;

3° vom Begleiter, Fahrerschullehrer, Fahrerschullehrer-Praktikanten oder von jeder anderen Person außer dem Bewerber, wenn gemäß Artikel 39/1 § 5 entschieden wird, Bewerber von deren Begleitung bei einer Prüfung in den Prüfungszentren auszuschließen;

4° vom Bewerber oder vom Begleiter, vom Fahrerschullehrer oder vom Fahrerschullehrer-Praktikanten des Bewerbers oder von jeder anderen Person außer dem Bewerber, wenn gemäß Artikel 39/2 § 4 entschieden wird, die Prüfung des Bewerbers für ungültig zu erklären, das Ergebnis der Prüfung in "nicht bestanden" umzuwandeln und den Betreffenden davon auszuschließen, eine Prüfung abzulegen oder die Bewerber bei einer Prüfung in den Prüfungszentren zu begleiten.

§ 2. Zur Vermeidung der Unzulässigkeit:

1° wird die Beschwerde dem Vorsitzenden des in Artikel 47 genannten Beschwerdeausschusses innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Nichtbestehen oder der Entscheidung über den Ausschluss per Einschreiben mitgeteilt;

2° enthält sie die folgenden Daten:

a) die Identifizierungsdaten, einschließlich der Nationalregisternummer, des Wohnsitzes, der Telefonnummer und der E-Mail-Adresse und, bei minderjährigen Bewerbern, der Eltern oder des Inhabers der elterlichen Autorität;

b) das Prüfungszentrum, in dem die Prüfung stattgefunden hat;

c) das Datum der Prüfung;

d) die relevanten Sachverhalte, die sich auf Personen, örtliche und zeitliche Umstände sowie das Verfahren der Prüfung beziehen können;

e) die Beschwerdegründe;

3° wird sie von der Person, die von dem Nichtbestehen oder dem Ausschluss betroffen ist, oder, wenn es sich um einen minderjährigen Bewerber handelt, von seinen Eltern oder dem Inhaber der elterlichen Autorität eingereicht und unterzeichnet.

§ 3. Die in Artikel 63 vorgesehene Gebühr wird auf die in diesem Artikel festgelegte Weise gezahlt. Sie wird nur auf Entscheidung des Beschwerdeausschusses zurückerstattet.

§ 4. Der Beschwerdeausschuss führt alle zusätzlichen Untersuchungen durch, die er für zweckdienlich hält.

Das Prüfungszentrum oder die Direktion, je nachdem, was zutrifft, übermittelt dem Beschwerdeausschuss alle Dokumente, die sich auf die Prüfung, die getroffene Entscheidung und die im Falle einer Unregelmäßigkeit verhängten Maßnahmen beziehen.

Der Beschwerdeausschuss kann Anhörungen durchführen und alle zweckdienlichen Dokumente anfordern.

§ 5. In dem in Paragraph 1 Ziffer 1 genannten Fall entscheidet der Beschwerdeausschuss, ob der Bewerber die Prüfung bestanden hat, oder er bestätigt das Nichtbestehen.

Der Beschwerdeausschuss kann dem Antragsteller gestatten, sich einer neuen Prüfung zu unterziehen, gegebenenfalls nach Ablauf der Gültigkeitsdauer des vorläufigen Führerscheins, dessen Inhaber der Antragsteller war, und die Bedingungen festlegen, unter denen die Prüfung stattfindet.

§ 6. In den in Paragraph 1 Ziffern 2, 3 und 4 genannten Fällen beurteilt der Beschwerdeausschuss, ob die Sachverhalte eine Unregelmäßigkeit darstellen oder nicht, und entscheidet er über die Ordnungsmäßigkeit der Entscheidungen und die Maßnahmen, die je nach Fall vom Prüfungszentrum oder vom Direktor der Direktion getroffen wurden.

Der Beschwerdeausschuss kann die verhängten Maßnahmen aufheben, bestätigen oder überprüfen. "

Art. 16 - Artikel 48bis desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 17 - Artikel 48^{ter} desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 18 - Titel V desselben Erlasses, aufgehoben durch den Königlichen Erlass vom 18. November 2011, wird in folgender Fassung wieder aufgenommen:

„Titel V - Datenverarbeitung“

Art. 19 - Die Artikel 74 bis 76 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Königlichen Erlass vom 18. November 2011, werden in folgender Fassung wieder aufgenommen:

„Art. 74 - § 1. Das Prüfungszentrum bewahrt folgende Daten auf:

1° die Entscheidung über den Ausschluss von der Prüfung aufgrund einer festgestellten Unregelmäßigkeit;

2° die in Artikel 32 § 2 und in den Artikeln 35 bis 37 genannten Daten der Dokumente;

3° die Identifizierungsdaten, einschließlich des Namens und Vornamens und der Nummer der Vereidigung des in Artikel 32 § 3 Absatz 2 und Artikel 39 § 8 genannten Dolmetschers;

4° das in Artikel 39/1 § 4 genannte Protokoll;

5° eine Kopie des in Artikel 39/2 § 3 genannten Protokolls;

6° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 48 § 5 über die Beschwerde in dem in Artikel 48 § 1 Ziffer 1 genannten Fall;

7° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 48 § 6 über die Beschwerde in den in Artikel 48 § 1 Ziffern 2 bis 4 genannten Fällen.

§ 2. Mit Bezug auf die in Paragraph 1 genannten Daten ist das Prüfungszentrum für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

1° die Kontrolle der in den Artikeln 32 bis 39 genannten Bedingungen für die Zulassung zur Prüfung;

2° das Ergreifen von Maßnahmen im Anschluss an die Feststellung von Unregelmäßigkeiten gemäß Artikel 39/1;

3° die Weiterleitung der Dokumente an den in Artikel 48 § 4 Absatz 2 genannten Beschwerdeausschuss;

4° die in Artikel 64 genannte Inspektion und Kontrolle;

5° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Direktion zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahme.

Die in Paragraph 1 Ziffern 1 und 3 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffern 1, 4 und 5 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die in Paragraph 1 Ziffer 2 und Ziffern 4 bis 7 genannten Daten werden zu dem in Absatz 1 Ziffern 1 bis 5 genannten Zweck gesammelt und verarbeitet.

Die zu den in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Zwecken gesammelten und verarbeiteten Daten werden anonymisiert.

§ 4. Die in Paragraph 1 Ziffern 2 und 3 genannten Daten werden zehn Jahre lang aufbewahrt.

Die in Paragraph 1 Ziffer 1 und Ziffern 4 bis 7 genannten Daten werden zwei Jahre lang aufbewahrt.

Art. 75 - § 1. Der in Artikel 47 genannte Beschwerdeausschuss bewahrt die folgenden Daten auf:

1° die Beschwerde und die in Artikel 48 § 2 Ziffer 2 genannten Daten;

2° die vom Prüfungszentrum oder der Direktion übermittelten Dokumente, die in Artikel 48 § 4 Buchstabe d Absatz 2 genannt werden;

3° die in Artikel 48 § 4 Absatz 3 genannten zweckdienlichen Dokumente;

4° die in Artikel 48 §§ 5 und 6 genannte Entscheidung.

§ 2. Mit Bezug auf die in Paragraph 1 genannten Daten ist der in Artikel 47 genannte Beschwerdeausschuss für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

1° die in Artikel 48 §§ 5 und 6 genannte Entscheidung;

2° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Direktion zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahme.

Die in Paragraph 1 Ziffern 1, 2 und 3 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die in Paragraph 1 Ziffer 4 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die zu den in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Zwecken gesammelten und verarbeiteten Daten werden anonymisiert.

§ 4. Die in Paragraph 1 Ziffer 1n, 2 und 3 genannten Daten werden ein Jahr lang aufbewahrt.

Die in Paragraph 1 Ziffer 4 genannten Daten werden zwei Jahre lang aufbewahrt.

Art. 76 - § 1. Die Direktion bewahrt die folgenden Daten auf:

1° eine Kopie des in Artikel 39/1 § 4 genannten Protokolls;

2° das in Artikel 39/2 § 3 genannte Protokoll;

3° die in Artikel 39/2 § 2 genannte schriftliche Verteidigung;

4° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 48 § 5 über die Beschwerde in dem in Artikel 48 § 1 Ziffer 1 genannten Fall;

5° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 48 § 6 über die Beschwerde in den in Artikel 48 § 1 Ziffern 2 bis 4 genannten Fällen.

§ 2. Mit Bezug auf die in Paragraf 1 genannten Daten ist die Direktion für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraf 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

- 1° das Ergreifen von Maßnahmen im Anschluss an die Feststellung von Unregelmäßigkeiten gemäß Artikel 39/2;
- 2° die Weiterleitung der Dokumente an den in Artikel 48 § 4 Absatz 2 genannten Beschwerdeausschuss;
- 3° die in Artikel 64 genannte Inspektion und Kontrolle;
- 4° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Direktion zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahme.

Die zu den in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Zwecken gesammelten und verarbeiteten Daten werden anonymisiert.

§ 4. Die in Paragraf 1 Ziffern 1 bis 5 genannten Daten werden zwei Jahre lang aufbewahrt. ”.

KAPITEL 2 — *Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B*

Art. 20 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 19. November 2017, wird durch eine Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

”6° ”Unregelmäßigkeit”: die in Artikel 1 Ziffer 18 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genannte Unregelmäßigkeit.”.

Art. 21 - In Artikel 5/1 § 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2013 und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. September 2018 wird die Wortfolge ”Artikel 8 Absatz 1” durch die Wortfolge ”Artikel 8 § 3” ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 8 § 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 2 wird die Wortfolge ”der Wallonischen Region” zwischen das Wort ”Prüfung” und das Wort ”vor” eingefügt;

b) in Ziffer 5 wird die Wortfolge ”der Wallonischen Region” zwischen das Wort ”Gefahrenerkennungstest” und das Wort ”nach” eingefügt;

c) die Ziffern 6 bis 12 mit folgendem Wortlaut werden nach Ziffer 5 eingefügt:

”6° den Nachweis vorlegen, dass er eine der in Artikel 3 § 1 des Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genannten Bedingungen erfüllt;

7° nicht aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Teilnahme an einer Prüfung ausgeschlossen worden sein;

8° mit einem Begleiter, Fahrschullehrer, Fahrschullehrer-Praktikanten oder einer anderen Person antreten, der bzw. die nicht aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Begleitung von Bewerbern bei einer Prüfung ausgeschlossen ist;

9° den Nachweis vorlegen, dass der Begleiter, der Fahrschullehrer oder der Fahrschullehrer-Praktikant eine der in Artikel 3 § 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genannten Bedingungen erfüllt, und je nach Fall eines der folgenden Dokumente:

a) den belgischen oder europäischen Führerschein des Begleiters für Fahrzeuge der Klasse B;

b) den belgischen oder europäischen Führerschein des Fahrschullehrers für Fahrzeuge der Klasse B sowie den Nachweis, dass der Fahrschullehrer Inhaber einer Unterrichtsgenehmigung für die Ausbildung zum Fahren von Fahrzeugen der Klasse B ist, und den Nachweis, dass die ärztliche Untersuchung gemäß Artikel 42 des oben genannten Königlichen Erlasses erfolgreich verlaufen ist;

c) den belgischen oder europäischen Führerschein des Fahrschullehrer-Praktikanten für Fahrzeuge der Klasse B sowie den Nachweis, dass der Fahrschullehrer-Praktikant Inhaber einer Praktikums-genehmigung ist, und den Nachweis, dass die ärztliche Untersuchung gemäß Artikel 42 des oben genannten Königlichen Erlasses erfolgreich verlaufen ist;

10° den technischen Fahreignungstest der Wallonischen Region bestanden haben, wenn er Inhaber eines provisorischen Führerscheins ohne Begleiter im Sinne von Artikel 4 ist;

11° für das Fahrzeug, mit dem er die Prüfung ablegt, den Haftpflichtversicherungsnachweis, die Zulassungsbescheinigung sowie die grüne, gültige Prüfbescheinigung des Fahrzeugs vorlegen, wenn dieses der technischen Kontrolle unterliegt;

12° die von einer Fahrschule ausgestellte Bescheinigung über den praktischen Fahrunterricht als Nachweis dafür vorlegen, dass er den praktischen Unterricht in den Fällen absolviert hat, in denen gemäß Artikel 15 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein eine Mindestzahl von Stunden praktischen Unterrichts absolviert werden muss. ”.

KAPITEL 3 — *Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E*

Art. 23 - In Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. September 2020, wird die Wortfolge ”die Richtlinie 2003/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates der Europäischen Union vom 15. Juli 2003 über die Grundqualifikation und Weiterbildung der Fahrer bestimmter Kraftfahrzeuge für den Güter- oder Personenkraftverkehr und zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3820/85 des Rates und der Richtlinie 91/439/EWG des Rates sowie zur Aufhebung der Richtlinie 76/914/EWG des Rates], abgeändert durch die Richtlinien 2004/66/EG vom 26. April 2004 und 2006/103/EG vom 20. November 2006, durch die Verordnung (EG) Nr. 1137/2008 vom 22. Oktober 2008 und durch die Richtlinien 2013/22/EU vom 13. Mai 2013 und 2018/645 vom 18. April 2018” durch die Wortfolge ”die Richtlinie (EU) 2022/2561 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Dezember 2022 über die Grundqualifikation und Weiterbildung der Fahrer bestimmter Kraftfahrzeuge für den Güter- oder Personenkraftverkehr” ersetzt.

Art. 24 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° es wird eine Ziffer 3°/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"3°/2 "Direktion": die Direktion, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Fahrausbildung zuständig ist;"

2° es wird eine Ziffer 37 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

37° Unregelmäßigkeit: die in Artikel 1 Ziffer 18 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genannte Unregelmäßigkeit. "

Art. 25 - Artikel 26 § 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011, wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° wenn die Prüfung in einem in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Prüfungszentrum abgelegt wird, erfüllt der Bewerber folgende Bedingungen:

a) er ist nicht aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Teilnahme an einer Prüfung ausgeschlossen worden;

b) er tritt mit einem Begleiter, Fahrschullehrer, Fahrschullehrer-Praktikanten oder einer anderen Person an, der bzw. die nicht aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Begleitung von Bewerbern bei einer Prüfung ausgeschlossen ist. "

Art. 26 - In ersten Satz von Artikel 32 desselben Erlasses wird die Wortfolge "die theoretische Grundqualifikationsprüfung bestanden haben" durch die Wortfolge "die theoretische Grundqualifikationsprüfung der Wallonischen Region bestanden haben" ersetzt.

Art. 27 - Der Artikel 33 Ziffer 4 desselben Erlasses wird durch die Wortfolge "der Wallonischen Region" ergänzt.

Art. 28 - Artikel 39 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 39 - Um zur kombinierten praktischen Prüfung zugelassen zu werden, muss der Bewerber die in Artikel 36 genannte kombinierte theoretische Prüfung der Wallonischen Region bestanden haben. Die Gültigkeit der kombinierten theoretischen Prüfung ist auf drei Jahre begrenzt. "

Art. 29 - In Artikel 40 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a, erster Satz, desselben Erlasses wird die Wortfolge "dass die theoretische Prüfung bestanden wurde" durch die Wortfolge "dass die theoretische Prüfung der Wallonischen Region bestanden wurde" ersetzt.

Art. 30 - In Titel III Kapitel 3 desselben Erlasses wird ein Abschnitt 5/1 mit den Artikeln 43/1 bis 43/4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 5/1 - Unregelmäßigkeiten

Art. 43/1 - Vorliegender Abschnitt gilt für Prüfungen, die in einem in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Prüfungszentrum abgelegt werden.

Art. 43/2 - § 1. Bei der Prüfung zur Grundqualifikation, der kombinierten Prüfung oder der Zusatzprüfung zur Grundqualifikation setzt der Prüfer oder der Mitarbeiter des Prüfungszentrums die Bewertung eines Bewerbers aus, wenn er der Ansicht ist, dass eine Unregelmäßigkeit begangen wurde, begangen wird oder begangen zu werden droht, bis eine Entscheidung über die festgestellte Unregelmäßigkeit gemäß dem in Paragraph 2 festgelegten Verfahren getroffen wird.

§ 2. Der Chefprüfer des Prüfungszentrums oder sein Beauftragter unterrichtet den Betroffenen über die festgestellten relevanten Sachverhalte und legt gegebenenfalls alle Dokumente vor, die die festgestellte Unregelmäßigkeit belegen.

Er führt unverzüglich eine Anhörung des Betroffenen zu der ihm vorgeworfenen Unregelmäßigkeit durch. Ein Protokoll der Anhörung wird angefertigt und dem Betroffenen ausgehändigt.

Wenn der Betroffene nicht angehört werden konnte oder wollte, wird die Unmöglichkeit der Anhörung festgestellt.

Nach der Anhörung des Betroffenen oder nach der Feststellung der Unmöglichkeit der Anhörung, entscheidet der Chefprüfer oder sein Beauftragter, ob eine Unregelmäßigkeit begangen wurde oder nicht.

§ 3. Wenn festgestellt wird, dass keine Unregelmäßigkeit begangen wurde, vereinbart das Prüfungszentrum mit dem Bewerber so bald wie möglich einen neuen Termin, damit der Bewerber die in Anwendung von Paragraph 1 ausgesetzte Prüfung ablegen kann.

Die in Artikel 74ter genannte Gebühr wird für das Ablegen dieser Prüfung nicht fällig.

§ 4. Wenn eine Unregelmäßigkeit festgestellt wird, erstellt der Chefprüfer oder sein Beauftragter ein Protokoll, das Folgendes enthält:

1° die Identifizierungsdaten und Kontaktdaten, einschließlich der Nationalregisternummer des Betroffenen;

2° die Identifizierungsdaten des in Paragraph 1 genannten Prüfers oder Mitarbeiters des Prüfungszentrums;

3° die Identifizierungsdaten des Chefprüfers oder seines Beauftragten, die in Paragraph 2 genannt werden;

4° die Angaben zu der betreffenden Grundqualifikationsprüfung, der kombinierten Prüfung oder der Zusatzprüfung für die Grundqualifikation;

5° alle relevanten Sachverhalte, gegebenenfalls ergänzt durch alle relevanten Dokumente;

6° das Protokoll der Anhörung oder, in Ermangelung, die Gründe für die Unmöglichkeit der Anhörung;

7° die vom Betroffenen mitgeteilten Angaben oder bereitgestellten Dokumente;

8° die mit Gründen versehene Entscheidung, in der die begangene Unregelmäßigkeit und die gemäß Paragraph 5 verhängten Maßnahmen aufgeführt sind;

9° die Rechtsmittel, die dem Betroffenen zur Verfügung stehen.

Das Protokoll wird in zweifacher Ausfertigung erstellt und vom Chefprüfer des Prüfungszentrums oder seinem Beauftragten unterzeichnet. Ein Exemplar wird dem Betroffenen per gesicherten Versand ausgehändigt. Das Prüfungszentrum bewahrt das andere Exemplar auf und händigt der Direktion innerhalb von zwei Werktagen eine Kopie auf die von ihr festgelegte Weise aus. Handelt es sich bei dem Betroffenen um einen Begleiter, Fahrschullehrer oder Fahrschullehrer-Praktikanten, wird dem Bewerber ebenfalls eine Kopie per gesicherten Versand übermittelt.

§ 5. Im Falle einer Unregelmäßigkeit werden folgende Maßnahmen verhängt:

1° der Bewerber wird von der Prüfung zurückgestellt;

2° der Betreffende wird davon ausgeschlossen, eine Prüfung abzulegen oder Bewerber bei einer Prüfung in Prüfungszentren zu begleiten, für eine Dauer von:

a) drei Monaten im Falle von:

(1) Störung der Ordnung;

(2) Nichtbeachtung der von den Prüfern oder Mitarbeitern des Prüfungszentrums erteilten Richtlinien oder Anweisungen;

b) sechs Monaten im Falle von:

(1) verbalen Angriffen;

(2) Beschädigungen an beweglichen oder unbeweglichen Gütern;

c) drei Jahren im Falle von:

(1) körperlichen Angriffen auf Personen;

(2) Betrug oder versuchtem Betrug;

3° die in Ziffer 2 genannten Zeiträume werden im Wiederholungsfall verdoppelt.

In Bezug auf Ziffer 2 Buchstabe c gilt die Aussetzung im Falle eines Identitätsbetrugs sowohl für den zur Prüfung angemeldeten Bewerber als auch für die Person, die unter seiner Identität erschienen ist.

Das in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Prüfungszentrum hängt das in Absatz 1 genannte Sanktionssystem am Eingang zu seinen Räumlichkeiten aus.

§ 6. Der Betreffende kann gemäß dem in Artikel 44 genannten Verfahren bei dem in Artikel 47 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Beschwerdeausschuss Beschwerde einlegen.

§ 7. Die Anhörung des Betreffenden, die Entscheidung über die Unregelmäßigkeit, die Erstellung und Unterzeichnung des Protokolls werden in völliger Unabhängigkeit vom Chefprüfer oder seinem Beauftragten durchgeführt.

Art. 43/3 - § 1. Wenn die Direktion, nachdem der Bewerber die Prüfung für die Grundqualifikation, die kombinierte Prüfung oder die Zusatzprüfung für die Grundqualifikation abgelegt hat, von einem Betrug oder einem versuchten Betrug durch den Bewerber oder seinen Begleiter, den Fahrshullehrer, den Fahrshullehrer-Praktikanten oder eine andere Person im Zusammenhang mit dieser Prüfung erfährt, teilt der Direktor der Direktion dem Betreffenden die ihm bekannt gewordenen relevanten Sachverhalte und gegebenenfalls alle Dokumente, die die aufgedeckte Unregelmäßigkeit belegen, per gesicherten Versand mit.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannte Mitteilung enthält einen Hinweis auf die Möglichkeit des Betreffenden, innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum der Mitteilung eine schriftliche Verteidigung per Einschreiben oder auf elektronischem Weg einzureichen.

Der Direktor der Direktion kann den Betreffenden gegebenenfalls zu einer Anhörung über die aufgedeckte Unregelmäßigkeit vorladen. In seiner schriftlichen Verteidigung kann der Betreffende auch beantragen, angehört zu werden.

Die Entscheidung, ob eine Unregelmäßigkeit begangen wurde, trifft der Direktor der Direktion je nach Fall innerhalb von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt:

1° des Erhalts der schriftlichen Verteidigung;

2° des Datums der Anhörung;

3° des Ablaufs der in Paragraph 2 Absatz 1 genannten Frist, falls die Verteidigungsmittel nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingegangen sind.

Wird innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Entscheidung getroffen, so wird davon ausgegangen, dass der Direktor der Direktion auf jegliche Maßnahme verzichtet.

§ 3. Wenn die in Paragraph 1 genannten Tatsachen nachgewiesen werden, erstellt der Direktor der Direktion ein Protokoll, das Folgendes enthält:

1° die Identifizierungsdaten und Kontaktdaten, einschließlich der Nationalregisternummer des Betreffenden;

2° die Identifizierungsdaten des Direktors der Direktion;

3° die Angaben zu der betreffenden Grundqualifikationsprüfung, der kombinierten Prüfung oder der Zusatzprüfung für die Grundqualifikation;

4° alle relevanten Sachverhalte, gegebenenfalls ergänzt durch alle relevanten Dokumente;

5° eine Zusammenfassung der schriftlichen Verteidigung des Betreffenden oder, in Ermangelung, die Angabe, dass innerhalb der Frist keine schriftliche Verteidigung eingegangen ist;

6° gegebenenfalls das Protokoll der Anhörung des Betreffenden;

7° die vom Betreffenden mitgeteilten Daten oder bereitgestellten Dokumente;

8° die begründete Entscheidung, in der der Betrug oder versuchte Betrug und die gemäß Paragraph 4 verhängten Maßnahmen aufgeführt sind;

9° die Rechtsmittel, die dem Betreffenden zur Verfügung stehen.

Das Protokoll wird in zweifacher Ausfertigung erstellt und vom Direktor der Direktion unterzeichnet. Ein Exemplar wird dem Betreffenden per gesicherten Versand übermittelt. Die Direktion bewahrt das andere Exemplar auf und stellt dem Prüfungszentrum, in dem die Prüfung stattgefunden hat, innerhalb von zwei Werktagen auf die von ihr festgelegte Weise eine Kopie zur Verfügung.

Handelt es sich bei dem Betreffenden um einen Begleiter, Fahrshullehrer oder Fahrshullehrer-Praktikanten, wird dem Bewerber ebenfalls eine Kopie per gesicherten Versand übermittelt.

§ 4. Wenn der Direktor der Direktion entscheidet, dass bei der Prüfung eine Unregelmäßigkeit in Form von Betrug oder versuchtem Betrug begangen wurde:

1° wird die betreffende Prüfung für ungültig erklärt und das Ergebnis des Bewerbers lautet "nicht bestanden";

2° wird der Betreffende für eine Dauer von drei Jahren davon ausgeschlossen, eine Prüfung abzulegen oder Bewerber bei einer Prüfung in den Prüfungszentren zu begleiten.

In Bezug auf Ziffer 2 wird die Dauer im Wiederholungsfall verdoppelt.

Im Falle eines Identitätsbetrugs gilt die Aussetzung sowohl für den zur Prüfung angemeldeten Bewerber als auch für die Person, die unter seiner Identität erschienen ist.

§ 5. Der Betreffende kann gemäß dem in Artikel 44 genannten Verfahren bei dem in Artikel 47 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Beschwerdeausschuss Beschwerde einlegen.

Art. 43/4 - Ist ungültig:

1° jede Prüfung, die nach einer mit einer Unregelmäßigkeit behafteten Prüfung, aber vor dem Datum der Entscheidung über den Ausschluss aufgrund einer Unregelmäßigkeit abgelegt wurde;

2° jede Prüfung, die während des Zeitraums abgelegt wurde, während dem der Bewerber aufgrund einer Unregelmäßigkeit von der Ablegung einer Prüfung ausgeschlossen wurde.

Das Ergebnis der ungültigen Prüfung wird in "nicht bestanden" geändert. "

Art. 31 - Artikel 44 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 44 - § 1. Eine Beschwerde kann bei dem in Artikel 47 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Beschwerdeausschuss in folgenden Fällen eingelegt werden:

1° vom Kandidaten, wenn er die praktische Prüfung desselben Typs, auf die sich der vorliegende Erlass bezieht, nach zwei Versuchen nicht besteht;

2° vom Bewerber, wenn gemäß Artikel 43/2 § 5 entschieden wird, den Bewerber von der Prüfung in den in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Prüfungszentren auszuschließen und ihn nicht bestehen zu lassen;

3° vom Begleiter, dem Fahrshullehrer oder dem Fahrshullehrer-Praktikanten des Bewerbers, wenn gemäß Artikel 43/2 § 5 entschieden wird, die Begleitung von Bewerbern bei einer Prüfung in den in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Prüfungszentren auszuschließen;

4° vom Bewerber oder vom Begleiter, vom Fahrshullehrer oder vom Fahrshullehrer-Praktikanten des Bewerbers, wenn gemäß Artikel 43/3 § 4 entschieden wird, die Prüfung des Bewerbers für ungültig zu erklären, das Ergebnis der Prüfung in ein Nichtbestehen umzuwandeln und den Betreffenden davon auszuschließen, an einer Prüfung teilzunehmen oder die Bewerber bei einer Prüfung in den in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Prüfungszentren zu begleiten.

§ 2. Zur Vermeidung der Unzulässigkeit:

1° wird die Beschwerde dem Vorsitzenden des in Artikel 47 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Beschwerdeausschusses innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Nichtbestehen oder der Entscheidung über den Ausschluss per Einschreiben mitgeteilt;

2° enthält sie die folgenden Daten:

a) Identifizierungsdaten, einschließlich der Nationalregisternummer, des Wohnsitzes, der Telefonnummer und der E-Mail-Adresse des Betreffenden;

b) das Prüfungszentrum, in dem die Prüfung stattgefunden hat;

c) das Datum der Prüfung;

d) die relevanten Sachverhalte, die sich auf Personen, Ort, Zeit und Verfahren der Prüfung beziehen können;

e) die Beschwerdegründe;

3° wird sie von der Person, die von dem Nichtbestehen oder dem Ausschluss betroffen ist, eingereicht und unterzeichnet.

§ 3. Die in Artikel 63 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Gebühr wird auf die in diesem Artikel festgelegte Weise gezahlt. Sie wird nur auf Entscheidung des Beschwerdeausschusses zurückerstattet.

§ 4. Der Beschwerdeausschuss führt alle zusätzlichen Untersuchungen durch, die er für zweckdienlich hält.

Das Prüfungszentrum oder die Direktion, je nachdem, was zutrifft, übermittelt dem Beschwerdeausschuss alle Dokumente, die sich auf die Prüfung, die getroffene Entscheidung und die im Falle einer Unregelmäßigkeit verhängten Maßnahmen beziehen.

Der Beschwerdeausschuss kann Anhörungen durchführen und alle zweckdienlichen Dokumente anfordern.

§ 5. In dem in Paragraph 1 Ziffer 1 genannten Fall entscheidet der Beschwerdeausschuss, ob der Bewerber die Prüfung bestanden hat, oder er bestätigt das Nichtbestehen.

Der Beschwerdeausschuss kann dem Antragsteller gestatten, sich einer neuen Prüfung zu unterziehen, gegebenenfalls nach Ablauf der Gültigkeitsdauer des vorläufigen Führerscheins, dessen Inhaber der Antragsteller war, und die Bedingungen festlegen, unter denen die Prüfung stattfinden wird;

§ 6. In den in Paragraph 1 Ziffer 2, 3 und 4 genannten Fällen beurteilt der Beschwerdeausschuss, ob die Sachverhalte eine Unregelmäßigkeit darstellen oder nicht, und entscheidet er über die Ordnungsmäßigkeit der Entscheidungen und Maßnahmen, die je nach Fall vom Prüfungszentrum oder vom Direktor der Direktion getroffen wurden.

Der Beschwerdeausschuss kann die verhängten Maßnahmen aufheben, bestätigen oder überprüfen.

§ 7. Wenn der Beschwerdeausschuss entscheidet, dass der Bewerber die praktische Prüfung bestanden hat, stellt das Prüfungszentrum in Abweichung von Artikel 35 § 5 und Artikel 42 § 5 den Grundqualifikationsnachweis aus.

In dem in Absatz 1 genannten Grundqualifikationsnachweis werden die Fahrzeugklasse, mit der der Bewerber die Prüfung abgelegt hat, und das Datum der praktischen Prüfung aufgrund der in diesem Artikel genannten Beschwerde angegeben. "

Art. 32 - In Artikel 55 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2013, wird Paragraph 3 durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Gebühren sind auf die im Zahlungsantrag angegebene Weise zu entrichten. "

Art. 33 - In Titel VI desselben Erlasses wird ein die Artikel 55/2 bis 55/5 umfassendes Kapitel 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

”Kapitel 3 - Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 55/2 - § 1. Das in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Prüfungszentrum bewahrt die folgenden Daten auf:

- 1° die Entscheidung über den Ausschluss von der Prüfung aufgrund einer festgestellten Unregelmäßigkeit;
- 2° die in den Artikeln 30 § 2, 33, 37 § 2 und 40 genannten Daten der Dokumente;
- 3° das in Artikel 43/2 § 4 genannte Protokoll;
- 4° eine Kopie des in Artikel 43/3 § 3 genannten Protokolls;

5° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 44 § 5 über die Beschwerde in dem in Artikel 44 § 1 Ziffer 1 genannten Fall;

6° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 44 § 6 über die Beschwerde in den in Artikel 44 § 1 Ziffern 2 bis 4 genannten Fällen.

§ 2. Mit Bezug auf die in Paragraph 1 genannten Daten ist das in Artikel 25 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Prüfungszentrum für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

1° die Kontrolle der Bedingungen für die Zulassung zur in den Artikeln 32 bis 38/1 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannten Prüfung;

2° das Ergreifen von Maßnahmen im Anschluss an die Feststellung Unregelmäßigkeiten gemäß Artikel 43/2;

3° die Weiterleitung der Dokumente an den in Artikel 44 § 4 Absatz 2 genannten Beschwerdeausschuss;

4° die in Artikel 64 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Inspektion und Kontrolle;

5° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Direktion zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahme.

Die in Paragraph 1 Ziffer 1 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffern 1, 4 und 5 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die in Paragraph 1 Ziffern 4 bis 6 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffern 1 bis 5 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die zu den in Absatz 1 Ziffer 5 genannten Zwecken gesammelten und verarbeiteten Daten werden anonymisiert.

§ 4. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zehn Jahre lang aufbewahrt.

Art. 55/3 - § 1. Der in Artikel 47 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Beschwerdeausschuss bewahrt die folgenden Daten auf:

1° die Beschwerde und die in Artikel 44 § 2 Ziffer 2 genannten Daten;

2° die vom Prüfungszentrum oder der Direktion übermittelten Dokumente, die in Artikel 44 § 4 Absatz 2 genannt werden;

3° die in Artikel 44 § 4 Absatz 2 genannten zweckdienlichen Dokumente;

4° die in Artikel 44 §§ 5 und 6 genannte Entscheidung.

§ 2. Mit Bezug auf die in Paragraph 1 genannten Daten ist der in Artikel 47 des Königlichen Erlasses über den Führerschein genannte Beschwerdeausschuss für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

1° die in Artikel 44 §§ 5 und 6 genannte Entscheidung;

2° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Direktion zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahme.

Die in Paragraph 1 Ziffern 1, 2 und 3 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffer 1 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die in Paragraph 1 Ziffer 4 genannten Daten werden zu den in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Zwecken gesammelt und verarbeitet.

Die zu den in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Zwecken gesammelten und verarbeiteten Daten werden anonymisiert.

§ 4. Die in Paragraph 1 Ziffern 1, 2 und 3 genannten Daten werden ein Jahr lang aufbewahrt.

Die in Paragraph 1 Ziffer 4 genannten Daten werden zwei Jahre lang aufbewahrt.

Art. 55/4 - § 1. Die Direktion bewahrt die folgenden Daten auf:

1° eine Kopie des in Artikel 43/2 § 4 genannten Protokolls;

2° das in Artikel 43/3 § 3 genannte Protokoll;

3° die in Artikel 43/3 § 2 genannte schriftliche Verteidigung;

4° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 44 § 5 über die Beschwerde in dem in Artikel 44 § 1 Ziffer 1 genannten Fall;

5° eine Kopie der Entscheidung des Beschwerdeausschusses gemäß Artikel 44 § 6 über die Beschwerde in den in Artikel 44 § 1 Ziffern 2 bis 4 genannten Fällen.

§ 2. Mit Bezug auf die in Paragraph 1 genannten Daten ist die Direktion für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 4 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

§ 3. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken gesammelt und verarbeitet:

- 1° das Ergreifen von Maßnahmen im Anschluss an die Feststellung von Unregelmäßigkeiten gemäß Artikel 43/3;
 2° die Weiterleitung der Dokumente an den in Artikel 44 § 4 Absatz 2 genannten Beschwerdeausschuss;
 3° die in Titel VI Kapitel 1 genannte Inspektion und Kontrolle;
 4° die Erstellung von allgemeinen und anonymen Statistiken durch die Direktion zum Zweck der Überprüfung und Bewertung der politischen Maßnahmen.

Die zu den in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Zwecken gesammelten und verarbeiteten Daten werden anonymisiert.

§ 4. Die in Paragraph 1 genannten Daten werden zehn Jahre lang aufbewahrt.

Art. 55/5 - Die Direktion tauscht mit den zuständigen Behörden, die für die Durchsetzung und Überwachung der Einhaltung der Vorschriften zur Umsetzung der Richtlinie (EU) 2022/2561 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Dezember 2022 über die Grundqualifikation und Weiterbildung der Fahrer bestimmter Kraftfahrzeuge für den Güter- oder Personenkraftverkehr zuständig sind, Informationen über die Ausstellung und den Entzug von Berufsbefähigungs- und Weiterbildungsnachweisen aus.

Mit Bezug auf die in Absatz 1 genannten Daten ist die Direktion für die Verarbeitung verantwortlich gemäß Artikel 47) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

Die in Paragraph 1 genannten Daten werden gesammelt und verarbeitet, um die betroffenen Parteien zu identifizieren und ihre berufliche Eignung festzustellen, gegebenenfalls um die Einhaltung der Ausbildungsanforderungen zu überprüfen, die in den durch die Richtlinie (EU) 2022/2561 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Dezember 2022 über die Grundqualifikation und Weiterbildung der Fahrer bestimmter Kraftfahrzeuge für den Güter- oder Personenkraftverkehr umgesetzten Vorschriften genannt sind.

Die in Absatz 1 genannten, von der Direktion erhaltenen Daten werden gemäß den jeweiligen Aufbewahrungsfristen der Kategorien von in Artikel 55/2 § 4, Artikel 55/3 § 4 oder Artikel 55/4 § 4 genannten personenbezogenen Daten aufbewahrt. ”.

KAPITEL 4 — *Schlussbestimmungen*

Art. 34 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. März 2025 in Kraft.

Art. 35 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität und die Verkehrssicherheit gehören, wird mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. November 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Forschung und Tierwohl

A. DOLIMONT

Der Minister für Raumpolitik, Infrastrukturen, Mobilität und lokale Behörden

F. DESQUESNES

—————
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/011775]

28 NOVEMBER 2024. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de rijopleiding**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de politie van het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikels 23 en 27;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B’;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Gelet op het rapport van 16 mei 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 78/2024 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, uitgebracht op 23 augustus 2024;

Gelet op advies 76.666/2 van de Raad van State, gegeven op 2 augustus 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit bevoegd voor verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs*

Artikel 1. In artikel 1 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2°/2 wordt vervangen als volgt:

”2°/2 onder het begrip ”Bestuur” wordt verstaan de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur.”;

2° er wordt een punt 2°/3 ingevoegd, luidend als volgt:

”2°/3 onder het begrip ”Directie” wordt verstaan de Directie die verantwoordelijk is voor de rijopleiding binnen de Waalse Overheidsdienst.”;

3° punt 18° wordt vervangen als volgt:

"18° onder het begrip "onregelmatigheid" wordt verstaan een of meer van de volgende gedragingen van de kandidaat, de begeleider, de instructeur, de stagiair-instructeur of enige andere persoon;

- a) elk gedrag waarmee de orde wordt verstoord;
- b) elke vorm van fraude of poging tot fraude;

c) elke vorm van schade aan roerende of onroerende goederen, elke vorm van verbale of fysieke agressie ten aanzien van personen voor, tijdens of na het theoretische examen, de risicoperceptietest, het technisch rijvaardigheidsexamen of het praktische examen;

d) de niet-naleving van richtlijnen of instructies die worden gegeven door examinatoren of medewerkers van het examen centrum;"

4° er wordt een punt 19° ingevoegd, luidend als volgt:

"19° onder de begrippen "beveiligde zending" wordt verstaan een van de volgende betekeningswijzen:

- a) de aangetekende zending;
- 2) de e-mail met ontvangstbewijs."

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het derde lid, hersteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, opgeheven;

2° in paragraaf 2 wordt punt 2°, opgeheven bij besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, hersteld in de volgende lezing:

"2° de houders van een Europees of buitenlands rijbewijs bedoeld in artikel 23, § 2, 1°, van de wet, dat afgegeven is voor ten minste dezelfde categorie van voertuigen of voor een categorie die gelijkwaardig is aan die waarvoor de geldigverklaring gevraagd wordt, en dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 27, 2°;"

Art. 3. In artikel 15, lid 2, 3°, van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, wordt punt c) vervangen door wat volgt:

"c) voor de kandidaat voor het rijbewijs geldig voor voertuigen van categorie B die tweemaal niet geslaagd is voor het praktische examen".

Art. 4. In artikel 25, § 9, van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, wordt lid 2 opgeheven.

Art. 5. In artikel 26bis, § 1, van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden 1° en 2° vervangen door wat volgt:

- "1° programma A voor de categorieën A1, A2 en A;
- 2° programma B voor categorieën AM, B, B+E en G;"
- 2° er wordt een lid 5 ingevoegd, luidend als volgt:

"De examinatoren die tussen 1 mei 2013 en 31 december 2024 het opleidingsprogramma B hebben gevolgd of zijn begonnen, kunnen examens voor de categorie AM afnemen als zij een bijscholing volgen, goedgekeurd door de Minister of zijn gemachtigde, die zich richt op het verkrijgen van de kennis en vaardigheden beschreven onder de punten B en C van bijlage 19, specifiek voor de categorie AM. De bijscholing wordt gegeven door de basisopleidingscentra erkend door de Minister of zijn gemachtigde."

Art. 6. In artikel 32 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "een van de documenten voor die opgesomd zijn in artikel 3, § 1" worden vervangen door de woorden "het bewijs voor dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1" ;

b) er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

"De kandidaat die wegens een onregelmatigheid uitgesloten is van het afleggen van het theoretische examen, mag gedurende de periode waarin hij/zij uitgesloten is, niet worden toegelaten tot enig rijexamen;"

2° in § 4 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Als de kandidaat een onregelmatigheid begaat, wordt de evaluatie opgeschort en wordt hij/zij onmiddellijk uit de zaal verwijderd."

Art. 7. In artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 10 juli 2006, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"Een kandidaat die voldoet aan de volgende voorwaarden, kan tot het praktische examen worden toegelaten:

1° hij/zij is sinds minder dan drie jaar geslaagd voor het theoretische examen van het Waalse Gewest of is daarvan vrijgesteld;

2° hij/zij heeft de minimumleeftijd voor het behalen van een rijbewijs, vermeld in artikel 18 en 19, bereikt;

3° hij/zij is niet wegens een onregelmatigheid uitgesloten van het afleggen van een examen;

4° hij/zij biedt zich aan met een begeleider, een instructeur, een stagiair-instructeur of enige andere persoon die niet wegens een onregelmatigheid uitgesloten is van het begeleiden van kandidaten tijdens een examen."

Art. 8. In artikel 35 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° het bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1;"

b) in 8° worden de woorden "het document bedoeld in artikel 3, § 1 waarvan de begeleider of de bestuurder houder is" vervangen door de woorden "het bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1".

Art. 9. In artikel 35/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2013 en het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° een bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1";

2° in het tweede lid wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° een bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1";

Art. 10. In artikel 36 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

"1° een bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1";

b) in 7° worden de woorden "het document bedoeld in artikel 3, § 1 waarvan de begeleider houder is" vervangen door de woorden "een bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1".

Art. 11. In artikel 37 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) wordt punt 1° vervangen als volgt:

"1° een bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1";

b) in 8° worden de woorden "het document bedoeld in artikel 3, § 1 van de begeleider of de bestuurder" vervangen door de woorden "een bewijs dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1".

Art. 12. In artikel 39, § 5, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden ", in geval van onregelmatigheid," ingevoegd tussen de woorden "of de begeleider" en de woorden "of indien de bestuurder".

Art. 13. In titel III, hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een afdeling V/1 ingevoegd, dat artikels 39/1 tot en met 39/3 omvat, luidend als volgt:

"Afdeling V/1. Onregelmatigheden

Art. 39/1. § 1. Bij het theoretische examen, de risicoperceptietest, het technisch rijvaardigheidsexamen of het praktische examen schort de examinerator of de medewerker van het examen centrum de evaluatie van een kandidaat op als hij/zij meent dat een onregelmatigheid is begaan, wordt begaan of dreigt te worden begaan, tot op het moment dat er een beslissing over de vastgestelde onregelmatigheid is genomen, overeenkomstig de in paragraaf 2 vastgestelde procedure.

§ 2. De hoofdexaminator van het examen centrum of zijn gemachtigde brengt de betrokkene op de hoogte van de relevante feiten die werden vastgesteld en legt, indien nodig, elk stuk voor waaruit de vastgestelde onregelmatigheid blijkt.

Hij/Zij gaat onmiddellijk over tot het horen van de betrokkene wat betreft de onregelmatigheid die hem wordt verweten. Er wordt een verslag van het verhoor opgesteld en aan de betrokkene afgegeven.

Als de kandidaat minderjarig is, vindt het verhoor plaats in aanwezigheid van een van de ouders of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is.

Als de betrokkene niet gehoord kon of wou worden, wordt de onmogelijkheid om hem te horen vastgesteld.

Na de betrokkene te hebben gehoord of na te hebben vastgesteld dat het onmogelijk is hem te horen, beslist de hoofdexaminator van het examen centrum of zijn gemachtigde of er zich al dan niet een onregelmatigheid heeft voorgedaan.

§ 3. Als wordt vastgesteld dat er geen onregelmatigheid is begaan, maakt het examen centrum zo spoedig mogelijk een nieuwe afspraak met de kandidaat, zodat de kandidaat het examen of de test kan afleggen dat overeenkomstig paragraaf 1 is opgeschort.

De in artikel 63 bedoelde retributie is niet verschuldigd voor het afleggen van deze test of dit examen.

§ 4. Als er een onregelmatigheid wordt vastgesteld, maakt de hoofdexaminator of zijn gemachtigde een proces-verbaal op waarin al de volgende onderdelen zijn opgenomen:

1° de identificatie- en contactgegevens waaronder het rijksregisternummer van de betrokkene en bij een minderjarige kandidaat van de ouders of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is;

2° de identificatiegegevens van de examinerator of de medewerker van het examen centrum, vermeld in paragraaf 1;

3° de identificatiegegevens van de hoofdexaminator of zijn gemachtigde, vermeld in paragraaf 2;

4° de gegevens van het theoretische examen, de risicoperceptietest, het technisch rijvaardigheidsexamen of het betreffende praktische examen;

5° alle relevante feiten, aangevuld, indien nodig, met alle dienstige stukken;

6° het verslag van het horen of, bij gebrek daaraan, de redenen waarom het horen niet mogelijk was;

7° de gegevens of de stukken die de betrokkene meedeelt of bezorgt;

8° de gemotiveerde beslissing waarin de begane onregelmatigheid en de overeenkomstig paragraaf 5 opgelegde maatregelen worden vermeld;

9° de middelen om in beroep te gaan ter beschikking van de betrokkene.

Het proces-verbaal wordt in twee exemplaren opgesteld en wordt ondertekend door de hoofdexaminator van het examen centrum of zijn gemachtigde. Een exemplaar wordt met een beveiligde zending aan de betrokkene of, bij een minderjarige kandidaat, aan de ouders van de kandidaat of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is, bezorgd. Het examen centrum bewaart het andere exemplaar en bezorgt een kopie daarvan binnen twee werkdagen aan de Directie op de wijze die deze bepaalt. Als de betrokkene een begeleider, een instructeur of een stagiair-instructeur is, wordt er ook een kopie met een beveiligde zending aan de kandidaat bezorgd.

§ 5. In geval van onregelmatigheden worden de volgende maatregelen opgelegd:

1° de kandidaat wordt uitgesteld voor het betrokkene examen of de betrokkene test;

2° de betrokkene wordt uitgesloten van het afleggen van een examen of een test of het begeleiden van kandidaten tijdens een examen of een test in de examencentra gedurende een periode van:

a) drie maanden in geval van:

(1) verstoring van de orde;

(2) het niet-naleven van richtlijnen of instructies die examinatoren of medewerkers van het examen centrum hebben gegeven;

b) zes maanden in geval van:

(1) verbale agressie;

(2) schade aan roerende of onroerende goederen;

c) drie jaar:

(1) in geval van fraude of poging tot fraude;

(2) fysieke agressie tegen personen;

3° de in punt 2° bedoelde termijnen worden verdubbeld in geval van recidive.

Met betrekking tot 2°, c), geldt in geval van identiteitsfraude de schorsing zowel voor de kandidaat die zich inschreef voor het examen of de test als voor de persoon die het examen of de test aflegde onder de identiteit van die persoon.

Het in artikel 25 bedoelde examen centrum hangt het in het eerste lid beschreven systeem van sancties uit bij de ingang van zijn lokalen.

§ 6. De kandidaat kan een beroep indienen bij de beroepscommissie bedoeld in artikel 47, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 48.

§ 7. Het horen van de betrokkene, het nemen van de beslissing over de vastgestelde onregelmatigheid en de opmaak en de ondertekening van het proces-verbaal gebeurt, in alle onafhankelijkheid, door de hoofdexaminator of zijn gemachtigde.

Art. 39/2. § 1. Als de Directie nadat de kandidaat het theoretische examen, de risicoperceptietest, het technisch rijvaardigheidsexamen of het praktische examen heeft afgelegd, kennis krijgt van fraude of van een poging tot fraude door de kandidaat of door de begeleider, de instructeur, de stagiair-instructeur of enig andere persoon in het kader van dat examen, brengt het hoofd van de Directie de betrokkene op de hoogte, met een beveiligde zending, van de relevante feiten waarvan hij/zij in kennis is gesteld en, in voorkomend geval, van elk stuk tot vastlegging van de onregelmatigheid die werd vastgesteld.

§ 2. In de in paragraaf 1 bedoelde kennisgeving wordt vermeld dat de betrokkene binnen dertig dagen na de datum van de kennisgeving met een aangetekende brief of op elektronische wijze een schriftelijk verweer kan richten.

De directeur van de Directie kan, in voorkomend geval, de betrokkene oproepen voor een hoorzitting over de vastgestelde onregelmatigheid. De betrokkene kan in zijn schriftelijk verweer ook vragen om te worden gehoord.

De directeur van de Directie beslist of er al dan niet een onregelmatigheid is begaan, naargelang het geval, binnen dertig dagen na:

1° de ontvangst van het schriftelijk verweer;

2° de datum van de hoorzitting;

3° het verstrijken van de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn in geval van niet-ontvangst van de verweermiddelen binnen die termijn.

Indien binnen de in lid 1 bedoelde termijn geen besluit is genomen, wordt de directeur van de Directie geacht van alle maatregelen te hebben afgezien.

§ 3. Indien de in paragraaf 1 bedoelde feiten zijn vastgesteld, maakt de directeur van de Directie een verslag op waarin al de volgende elementen worden vermeld:

1° de identificatie- en contactgegevens waaronder het rijksregisternummer van de betrokkene en bij een minderjarige kandidaat van de ouders of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is;

2° de identificatiegegevens van de directeur van de Directie;

3° de gegevens van het theoretische examen, de risicoperceptietest, het technisch rijvaardigheidsexamen of het betreffende praktische examen;

4° alle relevante feiten, aangevuld, in voorkomend geval, met alle dienstige stukken;

5° een samenvatting van het schriftelijk verweer van de betrokkene of, bij gebreke daarvan, de vermelding dat geen schriftelijk verweer werd ontvangen binnen de termijn;

6° in voorkomend geval, het verslag van het verhoor van de betrokkene;

7° de gegevens of de stukken die de betrokkene meedeelt of bezorgt;

8° de gemotiveerde beslissing waarin de fraude of poging tot fraude en de overeenkomstig paragraaf 4 opgelegde maatregelen worden vermeld;

9° de middelen om in beroep te gaan ter beschikking van de betrokkene.

Het proces-verbaal wordt in twee exemplaren opgesteld en wordt ondertekend door de directeur van de Directie. Een exemplaar wordt met een beveiligde zending aan de betrokkene of, bij een minderjarige kandidaat, aan de ouders van de kandidaat of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is, bezorgd. De Directie bewaart het andere exemplaar en bezorgt een kopie daarvan binnen twee werkdagen aan het examen centrum waar het examen is afgelegd op de wijze die de Directie bepaalt.

Als de betrokkene een begeleider, een instructeur, een stagiair-instructeur of enige andere persoon is, wordt er ook een kopie met een beveiligde zending aan de kandidaat bezorgd.

§ 4. Indien de directeur van de Directie besluit dat tijdens het examen of de test een onregelmatigheid is begaan, zoals fraude of een poging tot fraude:

1° het betrokken examen of de betrokken test ongeldig wordt verklaard en het resultaat van de kandidaat een mislukking is;

2° de betrokkene wordt voor een periode van drie jaar uitgesloten van het presenteren van een examen of het begeleiden van kandidaten tijdens een examen in examencentra.

Betreffende het punt 2° wordt de periode verdubbeld in geval van recidive.

In geval van identiteitsfraude geldt de schorsing zowel voor de kandidaat die zich voor het examen of de test heeft ingeschreven als voor de persoon die het examen of de test heeft afgelegd onder de identiteit van die persoon.

§ 5. De kandidaat kan een beroep indienen bij de beroepscommissie bedoeld in artikel 47, overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 48.

Art. 39/3. Is ongeldig:

1° elke test of elk examen afgelegd na een test of examen waar een onregelmatigheid is vastgesteld maar vóór de datum van de beslissing tot uitsluiting wegens een onregelmatigheid;

2° elke test of elk examen afgelegd gedurende de periode waarin de kandidaat uitgesloten is van het afleggen van een examen wegens een onregelmatigheid.

Het resultaat van de ongeldig gemaakte test of examen wordt gewijzigd in een mislukken.”.

Art. 14. In artikel 47, § 1, van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “van de kandidaat voor het rijbewijs” opgeheven;

2° in het derde lid, wordt het woord “twee” vervangen door het woord “vier”.

Art. 15. Artikel 48 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art. 48. § 1. Een beroep kan ingediend worden bij de beroepscommissie bedoeld in artikel 47 in de volgende gevallen:

1° door de kandidaat, bij elke mislukking voor het praktische examen na twee pogingen;

2° door de kandidaat wanneer overeenkomstig artikel 39/1, § 5, beslist wordt de kandidaat van het examen of de test uit te sluiten en te doen mislukken;

3° door de begeleider, de instructeur, de stagiair-instructeur of enige andere persoon dan de kandidaat, wanneer overeenkomstig artikel 39/1, § 5, beslist wordt kandidaten uit te sluiten van begeleiding tijdens een examen in de examencentra;

4° door de kandidaat of de begeleider, de instructeur of de stagiair-instructeur van de kandidaat of door enige andere persoon dan de kandidaat, wanneer overeenkomstig artikel 39/2, § 4, beslist wordt het examen van de kandidaat ongeldig te verklaren, het examenresultaat te wijzigen in een mislukking en de betrokkene uit te sluiten van het afleggen van een examen of vahet begeleiden van kandidaten tijdens een examen in de examencentra.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt:

1° het beroep met een aangetekende brief gestuurd naar de voorzitter van de beroepscommissie, vermeld in artikel 47, binnen vijftien dagen na de mislukking of de beslissing tot uitsluiting;

2° in het beroep melding gemaakt van de volgende gegevens:

a) de identificatiegegevens waaronder het nationaal rijksregisternummer, het domicilieadres, het telefoonnummer en het e-mailadres en, bij een minderjarige kandidaat, van de ouders of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is;

b) het examencentrum waar het examen is afgenomen;

c) de datum van het examen;

d) de relevante feiten die betrekking kunnen hebben op de personen, de omstandigheden van plaats, de tijd en de procedure van het examen;

e) de beroepsgrieven;

3° ingediend en ondertekend door de persoon die betrokken is bij de mislukking of uitsluiting of, bij een minderjarige kandidaat, de ouders of de persoon die met het ouderlijke gezag bekleed is.

§ 3. De in artikel 63 voorgeschreven retributie moet betaald worden op de erin vastgestelde wijze. Zij wordt slechts op beslissing van de beroepscommissie terugbetaald.

§ 4. De beroepscommissie verricht alle bijkomende onderzoeken die zij nodig acht.

Het examencentrum of de Directie, al naar gelang van het geval, bezorgt alle stukken over het examen, de genomen beslissing en de opgelegde maatregelen in geval van een onregelmatigheid aan de beroepscommissie.

De beroepscommissie kan hoorzittingen houden en alle dienstige stukken opvragen.

§ 5. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 1°, beslist de beroepscommissie of de kandidaat geslaagd is voor het examen of bevestigt zij de mislukking.

De beroepscommissie kan de verzoeker machtigen een nieuw examen af te leggen, in voorkomend geval na afloop van de geldigheidsduur van het voorlopige rijbewijs waarvan de verzoeker houder was, en kan bepalen onder welke voorwaarden het examen plaatsvindt.

§ 6. In de gevallen, bedoeld in paragraaf 1, 2°, 3° en 4°, oordeelt de beroepscommissie of de feiten al dan niet een onregelmatigheid vormen en beslist ze over de regelmatigheid van de beslissingen en de maatregelen, al naar gelang het geval, van het examencentrum of van de directeur van de Directie.

De beroepscommissie kan de opgelegde maatregelen vernietigen, bevestigen of herzien.”.

Art. 16. Artikel 48*bis* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 48*ter* van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 18. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 november 2011, wordt hersteld in de volgende lezing:

“Titel V. Verwerking van gegevens”

Art. 19. Artikels 74 tot en met 76 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 november 2011, worden hersteld in de volgende lezing:

“Art. 74. § 1. Het examen­centrum houdt de volgende gegevens bij:

1° de beslissing tot uitsluiting van het examen omwille van een vastgestelde onregelmatigheid;

2° de gegevens van de documenten, vermeld in artikel 32, § 2, en artikel 35 tot en met 37;

3° de identificatiegegevens, waaronder de naam, voornaam en het beëdigingsnummer van de tolk, vermeld in artikel 32, § 3, tweede lid, en artikel 39, § 8;

4° het proces-verbaal, vermeld in artikel 39/1, § 4;

5° een kopie van het proces-verbaal als vermeld in artikel 39/2, § 3;

6° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 48, § 5, over het beroep in het geval, vermeld in artikel 48, § 1, 1°;

7° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 48, § 6, over het beroep in de gevallen, vermeld in artikel 48, § 1, 2° tot en met 4°.

§ 2. Voor de gegevens vermeld in paragraaf 1 is het examen­centrum verantwoordelijk voor de verwerking zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de controle van de toelatingsvoorwaarden tot het examen, vermeld in artikel 32 tot en met 39;

2° het nemen van maatregelen na de vaststelling van onregelmatigheden, vermeld in artikel 39/1;

3° het bezorgen van de stukken aan de beroepscommissie, vermeld in artikel 48, § 4, tweede lid;

4° de inspectie en de controle, vermeld in artikel 64;

5° de opmaak van algemene en naamloze statistieken door de Directie om de beleidsmaatregel te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1° en 3°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 1°, 4° en 5°.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 2° en 4° tot en met 7°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 1° tot en met 5°.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 5°, worden geanonimiseerd.

§ 4. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 2° en 3° worden tien jaar bijgehouden.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1° en 4° tot en met 7°, worden twee jaar bijgehouden.

Art. 75. § 1. De beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van dit besluit, houdt de volgende gegevens bij:

1° het beroeps­schrift en de gegevens, vermeld in artikel 48, § 2, 2°;

2° de stukken die het examen­centrum of de Directie heeft bezorgd, vermeld in artikel 48, § 4, d, tweede lid;

3° alle dienstige stukken, vermeld in artikel 48, § 4, derde lid;

4° de beslissing, vermeld in artikel 48, §§ 5 en 6.

§ 2. Voor de gegevens vermeld in paragraaf 1 is de beroepscommissie verantwoordelijk voor de verwerking zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de beslissing, vermeld in artikel 48, §§ 5 en 6;

2° de opmaak van algemene en naamloze statistieken door de Directie om de beleidsmaatregel te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1°, 2° en 3°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 1°.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 4°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 2°.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 2°, worden geanonimiseerd.

§ 4. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1°, 2° en 3°, worden één jaar bijgehouden.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 4°, worden twee jaar bijgehouden.

Art. 76. § 1. De Directie houdt de volgende gegevens bij:

1° een kopie van het proces-verbaal als vermeld in artikel 39/1, § 4;

2° het proces-verbaal, vermeld in artikel 39/2, § 3;

3° het schriftelijk verweer, vermeld in artikel 39/2, § 2;

4° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 48, § 5, over het beroep in het geval, vermeld in artikel 48, § 1, 1°;

5° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 48, § 6, over het beroep in de gevallen, vermeld in artikel 48, § 1, 2° tot en met 4°.

§ 2. Voor de gegevens vermeld in paragraaf 1 is de Directie verantwoordelijk voor de verwerking zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het nemen van maatregelen na de vaststelling van onregelmatigheden, vermeld in artikel 39/2;

2° het bezorgen van de stukken aan de beroepscommissie, vermeld in artikel 48, § 4, tweede lid;

3° de inspectie en de controle, vermeld in artikel 64;

4° de opmaak van algemene en naamloze statistieken door de Directie om de beleidsmaatregel te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 4°, worden geanonimiseerd.

§ 4. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1° tot en met 5°, worden twee jaar bijgehouden.”

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B*

Art. 20. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 2017, wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt:

“6° “onregelmatigheid”: de onregelmatigheid bedoeld in artikel 1, 18°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs”.

Art. 21. In artikel 5/1, § 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 december 2013 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 september 2018, worden de woorden “voorgeschreven in artikel 8, eerste lid” vervangen door de woorden “voorgeschreven in artikel 8, § 3”.

Art. 22. In artikel 8, § 1 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 2° worden de woorden “van het Waalse Gewest” ingevoegd tussen het woord “examen” en het woord “of”;

b) in 5° worden de woorden “van het Waalse Gewest” ingevoegd tussen het woord “risicoperceptietest” en het woord “zoals”;

c) punten 6° tot en met 12° worden ingevoegd na punt 5°, luidend als volgt:

“6° het bewijs leveren dat hij/zij voldoet aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1, van het besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

7° niet uitgesloten worden van het afleggen van een examen wegens een onregelmatigheid;

8° zich aanbieden met een begeleider, een instructeur, een stagiair-instructeur of enige andere persoon die niet wegens een onregelmatigheid uitgesloten is van het begeleiden van kandidaten tijdens een examen;

9° het bewijs voorleggen dat de begeleider, de instructeur of de stagiair-instructeur voldoet aan één van de voorwaarden, vermeld in artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en, naargelang het geval, één van de volgende documenten:

a) het Belgische of Europese rijbewijs van de begeleider voor voertuigen van categorie B;

b) het Belgische of Europese rijbewijs van de instructeur voor voertuigen van categorie B, samen met het bewijs dat de instructeur houder is van een instructietoelating om onderricht te geven om voertuigen van categorie B te besturen, en het bewijs dat hij het geneeskundige onderzoek, vermeld in artikel 42 van het voormelde koninklijk besluit, met goed gevolg heeft ondergaan;

c) het Belgische of Europese rijbewijs van de stagiair-instructeur voor voertuigen van categorie B, samen met het bewijs dat de stagiair-instructeur houder is van een stagietoelating, en het bewijs dat hij het geneeskundige onderzoek, vermeld in artikel 42 van het voormelde koninklijk besluit, met goed gevolg heeft ondergaan;

10° geslaagd zijn voor de test over de technische rijvaardigheden van het Waalse Gewest, indien hij houder is van een voorlopig rijbewijs zonder begeleider, vermeld in artikel 4;

11° voor het voertuig waarmee hij het examen aflegt, het verzekeringsbewijs inzake de burgerlijke aansprakelijkheid, het inschrijvingsbewijs evenals het nog geldige groene keuringsbewijs van het voertuig voorleggen, als dat aan de technische controle onderworpen is;

12° het getuigschrift van praktisch onderricht voorleggen, dat is afgegeven door een rijsschool als bewijs dat hij dat praktisch onderricht heeft gevolgd, in de gevallen waarin conform artikel 15, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs een minimum aantal uren praktisch onderricht gevolgd moet worden.”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E*

Art. 23. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2020, worden de woorden “de richtlijn 2003/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 15 juli 2003 betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad en Richtlijn 91/439/EEG van de Raad en tot intrekking van Richtlijn 76/914/EEG van de Raad [1 gewijzigd bij de richtlijnen 2004/66/EG van 26 april 2004 en 2006/103/EG van 20 november 2006, bij de Verordening (EG) nr.1137/2008 van 22 oktober 2008 en bij de richtlijnen 2013/22/EU van 13 mei 2013 en 2018/645 van 18 april 2018” vervangen door de woorden “de richtlijn (EU) 2022/2561 van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 14 december 2022 betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen”.

Art. 24. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 3°/2 ingevoegd, luidend als volgt:

" 3°/2 "Directie": de Directie die verantwoordelijk is voor de rijopleiding binnen de Waalse Overheidsdienst;"

2° er wordt een punt 37° toegevoegd, luidend als volgt:

"37° "onregelmatigheid": de onregelmatigheid vermeld in artikel 1, 18°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs."

Art. 25. Artikel 26, § 4, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt:

"4° indien het examen wordt afgelegd in een examen centrum als vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, de kandidaat:

a) wordt niet uitgesloten van het afleggen van een examen wegens een onregelmatigheid;

b) zich aanbiedt met een begeleider, een instructeur, een stagiair-instructeur of enige andere persoon die niet wegens een onregelmatigheid uitgesloten is van het begeleiden van kandidaten tijdens een examen."

Art. 26. Artikel 32, eerste zin, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de woorden "van het Waalse Gewest".

Art. 27. Artikel 33, 4°, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de woorden "van het Waalse Gewest".

Art. 28. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art.39. Om toegelaten te worden tot het gecombineerd praktisch examen moet de kandidaat geslaagd zijn voor het gecombineerd theoretisch examen van het Waalse Gewest, vermeld in artikel 36. De geldigheidsduur van het gecombineerd theoretisch examen is beperkt tot drie jaar."

Art. 29. In artikel 40, eerste lid, 2°, a), eerste zin, van hetzelfde besluit, worden de woorden "van het Waalse Gewest" ingevoegd tussen het woord "examen" en het woord "is".

Art. 30. In titel III, hoofdstuk 3, van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 5/1 ingevoegd, dat artikels 43/1 tot en met 43/4 omvat, luidend als volgt:

"Afdeling 5/1 – Onregelmatigheden

Art. 43/1. Deze afdeling is van toepassing op de examens die afgelegd worden in een examen centrum als vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs.

Art. 43/2. § 1. Bij het examen basiskwalificatie, het gecombineerde examen of het aanvullende examen basiskwalificatie schort de examinator of de medewerker van het examen centrum de evaluatie van een kandidaat op als hij/zij meent dat een onregelmatigheid is begaan, wordt begaan of dreigt te worden begaan, tot op het moment dat er een beslissing over de vastgestelde onregelmatigheid is genomen, overeenkomstig de in paragraaf 2 vastgestelde procedure.

§ 2. De hoofdexaminator van het examen centrum of zijn gemachtigde brengt de betrokkene op de hoogte van de relevante feiten die werden vastgesteld en legt, in voorkomend geval, elk stuk voor waaruit de vastgestelde onregelmatigheid blijkt.

Hij/Zij gaat onmiddellijk over tot het horen van de betrokkene wat betreft de onregelmatigheid die hem wordt verweten. Er wordt een verslag van het horen opgesteld en aan de betrokkene afgegeven.

Als de betrokkene niet gehoord kon of wilde worden, wordt de onmogelijkheid om hem te horen vastgesteld.

Na de betrokkene te hebben gehoord of na te hebben vastgesteld dat het onmogelijk is hem te horen, beslist de hoofdexaminator van het examen centrum of zijn gemachtigde of er zich al dan niet een onregelmatigheid heeft voorgedaan.

§ 3. Als wordt vastgesteld dat er geen onregelmatigheid is begaan, maakt het examen centrum zo spoedig mogelijk een nieuwe afspraak met de kandidaat, zodat de kandidaat het examen kan afleggen dat overeenkomstig paragraaf 1 is opgeschort.

De in artikel 74^{ter} bedoelde retributie is niet verschuldigd voor het afleggen van dit examen.

§ 4. Als er een onregelmatigheid wordt vastgesteld, maakt de hoofdexaminator of zijn gemachtigde een proces-verbaal op waarin al de volgende onderdelen zijn opgenomen:

1° de identificatie- en contactgegevens waaronder het rijksregisternummer van de betrokkene;

2° de identificatiegegevens van de examinator van het examen centrum, vermeld in paragraaf 1;

3° de identificatiegegevens van de hoofdexaminator of zijn gemachtigde, vermeld in paragraaf 2;

4° de gegevens van het examen basiskwalificatie, het gecombineerde examen of het betrokkene aanvullende examen basiskwalificatie;

5° alle relevante feiten, aangevuld, in voorkomend geval, met alle dienstige stukken;

6° het verslag van het horen of, bij gebrek daaraan, de redenen van de onmogelijkheid om de betrokkene te horen;

7° de gegevens of de stukken die de betrokkene meedeelt of bezorgt;

8° de gemotiveerde beslissing waarin de begane onregelmatigheid en de overeenkomstig paragraaf 5 opgelegde maatregelen worden vermeld;

9° de middelen om in beroep te gaan ter beschikking van de betrokkene.

Het proces-verbaal wordt in twee exemplaren opgesteld en wordt ondertekend door de hoofdexaminator van het examencentrum of zijn gemachtigde. Een exemplaar wordt met een beveiligde zending naar de betrokkene gestuurd. Het examencentrum bewaart het andere exemplaar en bezorgt een kopie daarvan binnen twee werkdagen aan de Directie op de wijze die deze bepaalt. Als de betrokkene een begeleider, een instructeur of een stagiair-instructeur is, wordt er ook een kopie met een beveiligde zending aan de kandidaat bezorgd.

§ 5. In geval van onregelmatigheden worden de volgende maatregelen opgelegd:

1° de kandidaat wordt uitgesteld voor het examen;

2° de betrokkene wordt uitgesloten van het afleggen van een examen of het begeleiden van kandidaten tijdens een examen in de examencentra voor:

a) drie maanden in geval van:

(1) verstoring van de orde;

(2) het niet-naleven van richtlijnen of instructies die examinatoren of medewerkers van het examencentrum hebben gegeven;

b) zes maanden in geval van:

(1) verbale agressie

(2) schade aan roerende of onroerende goederen;

c) drie jaar in geval van:

(1) fysieke agressie tegen personen

(2) fraude of poging tot fraude;

3° de in punt 2° bedoelde termijnen worden verdubbeld in geval van recidive.

Met betrekking tot 2°, c), geldt in geval van identiteitsfraude de schorsing zowel voor de kandidaat die zich inschreef voor het examen als voor de persoon die het examen aflegde onder de identiteit van die persoon.

Het in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs bedoelde examencentrum hangt het in het eerste lid beschreven systeem van sancties uit bij de ingang van zijn lokalen.

§ 6. De betrokkene kan beroep indienen bij de beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, conform de procedure, vermeld in artikel 44 van dit besluit.

§ 7. Het horen van de betrokkene, het nemen van de beslissing over de vastgestelde onregelmatigheid en de opmaak en de ondertekening van het proces-verbaal gebeurt, in alle onafhankelijkheid, door de hoofdexaminator of zijn gemachtigde.

Art. 43/3. § 1. Als de Directie nadat de kandidaat het theoretische examen, de risicoperceptietest, het technisch rijvaardigheidsexamen of het praktische examen heeft afgelegd, kennis krijgt van fraude of van een poging tot fraude door de kandidaat of door de begeleider, de instructeur, de stagiair-instructeur of enig andere persoon in het kader van dat examen, brengt het hoofd van de Directie de betrokkene op de hoogte, met een beveiligde zending, van de relevante feiten waarvan hij/zij in kennis is gesteld en, in voorkomend geval, van elk stuk tot vastlegging van de onregelmatigheid die werd vastgesteld.

§ 2. In de in paragraaf 1 bedoelde kennisgeving wordt vermeld dat de betrokkene binnen dertig dagen na de datum van de kennisgeving met een aangetekende brief of op elektronische wijze een schriftelijk verweer kan richten.

De directeur van de Directie kan, in voorkomend geval, de betrokkene oproepen voor een hoorzitting over de vastgestelde onregelmatigheid. De betrokkene kan in zijn schriftelijk verweer ook vragen om te worden gehoord.

De directeur van de Directie beslist of er al dan niet een onregelmatigheid is begaan, naargelang het geval, binnen dertig dagen na:

1° de ontvangst van het schriftelijk verweer;

2° de datum van de hoorzitting;

3° het verstrijken van de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn in geval van niet-ontvangst van de verweermiddelen binnen de voorgeschreven termijn.

Indien binnen de in lid 1 bedoelde termijn geen besluit is genomen, wordt de directeur van de Directie geacht van alle maatregelen te hebben afgezien.

§ 3. Indien de in paragraaf 1 bedoelde feiten zijn vastgesteld, maakt de directeur van de Directie een verslag op waarin al de volgende elementen worden vermeld:

1° de identificatie- en contactgegevens waaronder het rijksregisternummer van de betrokkene;

2° de identificatiegegevens van de directeur van de Directie;

3° de gegevens van het examen basiskwalificatie, het gecombineerde examen of het betrokkene aanvullende examen basiskwalificatie;

4° alle relevante feiten, aangevuld, indien nodig, met alle dienstige stukken;

5° een samenvatting van het schriftelijk verweer van de betrokkene of, bij gebreke daarvan, de vermelding dat geen schriftelijk verweer werd ontvangen binnen de termijn;

6° Het verslag, in voorkomend geval, van het horen van de betrokkene;

7° de gegevens of de stukken die de betrokkene meedeelt of bezorgt;

8° de gemotiveerde beslissing waarin de fraude of poging tot fraude en de overeenkomstig paragraaf 4 opgelegde maatregelen worden vermeld;

9° de middelen om in beroep te gaan ter beschikking van de betrokkene.

De notulen worden in tweevoud opgesteld en ondertekend door de directeur. Een exemplaar wordt met een beveiligde zending aan de betrokkene bezorgd. De Directie bewaart het andere exemplaar en bezorgt een kopie daarvan binnen twee werkdagen aan het examen centrum waar het examen is afgelegd, op de wijze die de Directie bepaalt.

Als de betrokkene een begeleider, een instructeur of een stagiair-instructeur is, wordt er ook een kopie met een beveiligde zending aan de kandidaat bezorgd.

§ 4. Indien de directeur van de Directie besluit dat tijdens het examen een onregelmatigheid is begaan, zoals fraude of poging tot fraude:

1° het betrokken examen ongeldig wordt verklaard en het resultaat van de kandidaat een mislukking is;

2° de betrokkene wordt voor een periode van drie jaar uitgesloten van het presenteren van een examen of het begeleiden van kandidaten tijdens een examen in examencentra.

Betreffende het punt 2° wordt de periode verdubbeld in geval van recidive.

In geval van identiteitsfraude geldt de schorsing zowel voor de kandidaat die zich voor het examen heeft ingeschreven als voor de persoon die het examen heeft afgelegd onder de identiteit van die persoon.

§ 5. De betrokkene kan beroep indienen bij de beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, conform de procedure, vermeld in artikel 44 van dit besluit.

Art. 43/4. Is ongeldig:

1° elk examen afgelegd na een examen waar een onregelmatigheid is vastgesteld maar vóór de datum van de beslissing tot uitsluiting wegens een onregelmatigheid;

2° elk examen afgelegd gedurende de periode waarin de kandidaat uitgesloten is van het afleggen van een examen wegens een onregelmatigheid.

Het resultaat van het ongeldig gemaakte examen wordt gewijzigd in een mislukking.”.

Art. 31. Artikel 44 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018, wordt vervangen als volgt:

”Art. 44. § 1. Een beroep kan ingediend worden bij de beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, in de volgende gevallen:

1° door de kandidaat, na twee mislukkingen voor hetzelfde type praktisch examen vermeld in dit besluit;

2° door de kandidaat wanneer, overeenkomstig artikel 43/2, § 5, beslist wordt de kandidaat van het examen uit te sluiten in de examencentra vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, en te doen mislukken;

3° door de begeleider, de instructeur, de stagiair-instructeur of enige andere persoon dan de kandidaat, wanneer overeenkomstig artikel 43/2, § 5, beslist wordt kandidaten uit te sluiten van begeleiding tijdens een examen in de examencentra vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs;

4° door de kandidaat of de begeleider, de instructeur of de stagiair-instructeur van de kandidaat, wanneer overeenkomstig artikel 43/3, § 4, beslist wordt het examen van de kandidaat ongeldig te verklaren, het examenresultaat te wijzigen in een mislukking en de betrokkene uit te sluiten van het afleggen van een examen of van het begeleiden van kandidaten tijdens een examen in de examencentra vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs.

§ 2. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt:

1° het beroep met een aangetekende brief gestuurd naar de voorzitter van de beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, binnen vijftien dagen na de mislukking of de beslissing tot uitsluiting;

2° in het beroep melding gemaakt van de volgende gegevens:

a) de identificatiegegevens, waaronder het nationaal rijksregisternummer, het domicilieadres, het telefoonnummer en het e-mailadres van de betrokkene;

b) het examen centrum waar het examen is afgenomen;

c) de datum van het examen;

d) de relevante feiten die betrekking kunnen hebben op de personen, de omstandigheden van plaats, de tijd en de procedure van het examen;

e) de beroepsgrieven;

3° ingediend en ondertekend door de persoon die betrokken is bij de mislukking of uitsluiting.

§ 3. De in artikel 63 voorgeschreven retributie van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs moet betaald worden op de erin vastgestelde wijze. Zij wordt slechts op beslissing van de beroepscommissie terugbetaald.

§ 4. De beroepscommissie verricht alle bijkomende onderzoeken die zij nodig acht.

Het examen centrum of de Directie, al naar gelang het geval, bezorgt alle stukken over het examen, de genomen beslissing en de opgelegde maatregelen in geval van een onregelmatigheid aan de beroepscommissie.

De beroepscommissie kan hoorzittingen houden en alle dienstige stukken opvragen.

§ 5. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 1°, beslist de beroepscommissie of de kandidaat geslaagd is voor het examen of bevestigt zij de mislukking.

De beroepscommissie kan de verzoeker machtigen een nieuw examen af te leggen, in voorkomend geval na afloop van de geldigheidsduur van het voorlopige rijbewijs waarvan de verzoeker houder was, en kan bepalen onder welke voorwaarden het examen plaatsvindt;

§ 6. In de gevallen, vermeld in paragraaf 1, 2°, 3° en 4°, oordeelt de beroepscommissie of de feiten al dan niet een onregelmatigheid vormen en beslist ze over de regelmatigheid van de beslissingen en de maatregelen, al naar gelang het geval, van het examen centrum of van de directeur van de Directie.

De beroepscommissie kan de opgelegde maatregelen vernietigen, bevestigen of herzien.

§ 7. Indien de beroepscommissie beslist dat de kandidaat het praktisch examen is geslaagd wordt het getuigschrift van basiskwalificatie afgeleverd door het examen centrum in afwijking van artikelen 35, § 5, en 42, § 5.

Het getuigschrift van basiskwalificatie, bedoeld in het eerste lid, vermeldt de categorie van het voertuig waarmee de kandidaat het examen heeft afgelegd en de datum van het praktisch examen ten gevolge van het beroep bedoeld in dit artikel.”.

Art. 32. In artikel 55 van hetzelfde besluit, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 november 2013, wordt paragraaf 3 vervangen als volgt:

“§ 3. De in paragraaf 1 en 2 bedoelde retributies worden betaald op de wijze vermeld in de betalingsaanvraag”.

Art. 33. In titel VI van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 3 ingevoegd, dat de artikelen 55/2 tot en met 55/5 omvat, luidend als volgt:

“Hoofdstuk 3. Verwerking van persoonsgegevens.

Art. 55/2. § 1. Het examen centrum, vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, houdt de volgende gegevens bij:

1° de beslissing tot uitsluiting van het examen omwille van een vastgestelde onregelmatigheid;

2° de gegevens van de documenten, vermeld in artikel 30, § 2, artikel 33, artikel 37, § 2, en artikel 40;

3° het proces-verbaal, vermeld in artikel 43/2, § 4;

4° een kopie van het proces-verbaal als vermeld in artikel 43/3, § 3;

5° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 44, § 5, over het beroep in het geval, vermeld in artikel 44, § 1, 1°;

6° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 44, § 6, over het beroep in de gevallen, vermeld in artikel 44, § 1, 2° tot en met 4°.

§ 2. Voor de gegevens vermeld in paragraaf 1 is het examen centrum, vermeld in artikel 25 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, de verwerkingsverantwoordelijke, vermeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de controle van de toelatingsvoorwaarden tot het examen, vermeld in artikel 32 tot en met 38/1 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs;

2° het nemen van maatregelen na de vaststelling van onregelmatigheden, vermeld in artikel 43/2;

3° het bezorgen van de stukken aan de beroepscommissie, vermeld in artikel 44, § 4, tweede lid;

4° de inspectie en de controle, vermeld in artikel 64 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs;

5° de opmaak van algemene en naamloze statistieken door de Directie om de beleidsmaatregel te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 1°, 4° en 5°.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 4° tot en met 6°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 1° tot en met 5°.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 5°, worden geanonimiseerd.

§ 4. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden tien jaar bijgehouden.

Art. 55/3. § 1. De beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, houdt de volgende gegevens bij:

1° het beroepschrift en de gegevens, vermeld in artikel 44, § 2, 2°;

2° de stukken die het examen centrum of de Directie heeft bezorgd, vermeld in artikel 44, § 4, tweede lid;

3° alle dienstige stukken, vermeld in artikel 44, § 4, tweede lid;

4° de beslissing, vermeld in artikel 44, §§ 5 en 6.

§ 2. Voor de gegevens vermeld in paragraaf 1 is de beroepscommissie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, de verwerkingsverantwoordelijke, vermeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de beslissing, vermeld in artikel 44, §§ 5 en 6;

2° de opmaak van algemene en naamloze statistieken door de Directie om de beleidsmaatregel te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1°, 2° en 3°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 1°.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 4°, worden verzameld en verwerkt voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 2°.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 2°, worden geanonimiseerd.

§ 4. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 1°, 2° en 3°, worden één jaar bijgehouden.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, 4°, worden twee jaar bijgehouden.

Art. 55/4. § 1. De Directie houdt de volgende gegevens bij:

1° een kopie van het proces-verbaal als vermeld in artikel 43/2, § 4;

2° het proces-verbaal, vermeld in artikel 43/3, § 3;

3° het schriftelijke verweer, vermeld in artikel 43/3, § 2;

4° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 44, § 5, over het beroep in het geval, vermeld in artikel 44, § 1, 1°;

5° een kopie van de beslissing van de beroepscommissie als vermeld in artikel 44, § 6, over het beroep in de gevallen, vermeld in artikel 44, § 1, 2° tot en met 4°.

§ 2. Voor de gegevens vermeld in paragraaf 1 is de Directie verantwoordelijk voor de verwerking zoals bedoeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 3. De gegevens bedoeld in paragraaf 1 worden verzameld en verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° het nemen van maatregelen na de vaststelling van onregelmatigheden, vermeld in artikel 43/3;

2° het bezorgen van de stukken aan de beroepscommissie, vermeld in artikel 44, § 4, tweede lid;

3° de inspectie en de controle vermeld in titel VI, hoofdstuk 1;

4° de opmaak van algemene en naamloze statistieken door de Directie om de beleidsmaatregelen te onderzoeken en te evalueren.

De gegevens die verzameld en verwerkt worden voor het doeleinde, vermeld in het eerste lid, 4°, worden geanonimiseerd.

§ 4. De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden tien jaar bijgehouden.

Art. 55/5. De Directie wisselt met de bevoegde autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de tenuitvoerlegging van en de controle op de naleving van de regelgeving die richtlijn 2022/2561 van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2022 betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad en Richtlijn 91/439/EEG van de Raad en tot intrekking van Richtlijn 76/914/EEG van de Raad, heeft omgezet, informatie uit over afgegeven of ingetrokken getuigschriften van vakbekwaamheid en getuigschriften van nascholing.

Voor de gegevens vermeld in lid 1 is de Directie, vermeld in artikel 47 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs, de verwerkingsverantwoordelijke, vermeld in artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

De gegevens, vermeld in paragraaf 1, worden verzameld en verwerkt om betrokkenen te identificeren en om vast te stellen of de betrokkene vakbekwaam is als dat nodig is om naleving van de opleidingseisen, vermeld in de regelgeving die richtlijn 2022/2561/EG van het Europees Parlement en de Raad van 14 december 2022 betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen.

De gegevens, vermeld in het eerste lid, die worden verkregen door de Directie worden bewaard overeenkomstig de respectievelijke bewaartermijnen voor de categorieën van persoonsgegevens vermeld in artikel 55/2, § 4, in artikel 55/3, § 4, of in artikel 55/4, § 4."

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen.*

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2025.

Art. 35. De Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 november 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuren, Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES